



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique

N° 141 – 4^{ème} trimestre 2009

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Synthèse

Conjoncture internationale et nationale du 4^{ème} trimestre 2009

Des signes de consolidation du retour à la croissance

Au quatrième trimestre, l'économie mondiale a poursuivi son retour à la croissance. La production mondiale a continué à progresser et les échanges extérieurs se sont accrus. La hausse des prix a retrouvé un rythme positif à l'échelle mondiale, en liaison avec la progression des prix des matières premières sur l'année 2009.

L'économie américaine a continué de se redresser au quatrième trimestre avec une croissance de son PIB de +5,7 % en rythme annualisé¹ au quatrième trimestre, après +2,2 % au troisième trimestre. En revanche, sur l'année 2009, le PIB est en chute de 2,4 %. La croissance reste malgré tout fragile car son principal moteur a été le ralentissement des déstockages des entreprises (60 % de cette progression). La hausse de la consommation finale des ménages s'est modérée mais l'investissement des entreprises a progressé pour la première fois après plus d'un an de baisse. Le taux d'inflation est de 2,7 % en glissement annuel fin décembre 2009. Le marché du travail s'est légèrement amélioré, le taux de chômage revenant à 9,7 % en janvier 2010, après 10,2 % en octobre 2009. Les taux d'intérêt directeurs de la Réserve Fédérale sont maintenus à leurs niveaux exceptionnellement bas (entre 0 et 0,25 %).

De nouveau supérieure aux prévisions, la croissance japonaise s'est élevée à 1,1 % en rythme trimestriel sur le dernier trimestre 2009. Sur un an, elle ressort en hausse de 4,6 %. L'économie a été stimulée par des exportations toujours bien orientées mais surtout par la reprise des investissements des entreprises et une consommation finale des ménages robuste.

Le Royaume-Uni a renoué avec une croissance positive au quatrième trimestre (+ 0,1 %) tandis que l'inflation s'est sensiblement accélérée, s'établissant à 2,9 % en décembre 2009.

La croissance de la zone euro a ralenti en fin d'année 2009 (+0,1 % au dernier trimestre après +0,4% au trimestre précédent), en raison notamment d'une stagnation en Allemagne. Sur l'ensemble de l'année le PIB de la zone a baissé de 4 %. La production industrielle est en reprise au cours du second semestre 2009, mais la fin de l'année est en retrait avec une baisse de 1,7 % en décembre. Le taux d'inflation sur un an s'établirait à 1 % en janvier 2010 après 0,9 % en décembre. Le taux de chômage a continué de progresser pour atteindre 10 % en décembre 2009. La BCE a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En France le PIB s'est accéléré au quatrième trimestre : +0,6 % après +0,2%, mais sur l'année il est en recul de 2,2 %, soit la baisse la plus importante depuis l'après guerre. La croissance est portée par la consommation des ménages (+0,9 % après +0,1%) et le ralentissement du déstockage des entreprises, mais l'investissement des entreprises a continué de baisser et le solde commercial s'est dégradé du fait d'une baisse sensible des exportations (aéronautiques notamment) et d'une accélération des importations. La production a augmenté légèrement plus qu'au trimestre précédent, tirée notamment par l'énergie et les services aux entreprises. La baisse de l'emploi salarié des secteurs marchands s'est poursuivie mais de façon moins marquée qu'au trimestre précédent et l'intérim est resté dynamique ; sur un an, l'emploi a baissé de 2,5 %. L'inflation continue d'être maîtrisée (0,3 % sur un an en décembre)

Dans la plupart des pays émergents, la reprise s'est poursuivie. L'activité économique s'est accélérée en Chine avec une progression de 10,7 % en rythme annuel² (et de 8,7 % sur l'ensemble de l'année). En Amérique latine, les principales économies ont montré des signes de renforcement de leur activité, tandis que la hausse annuelle des prix à la consommation s'est légèrement accentuée.

Conjoncture régionale Océan Indien

Contraction de l'activité économique des pays de la zone en 2009 mais avec une amélioration de la conjoncture en fin d'année

A l'île Maurice, selon les estimations du bureau national des statistiques, le PIB augmente de 2,8 % en 2009 en raison des bons résultats dans le secteur primaire et dans celui de la construction. Néanmoins, l'économie mauricienne se révèle être moins dynamique que ces trois dernières années, où le PIB s'est accru de 5,2 % en moyenne par an. Ce ralentissement provient d'une décélération de la consommation des ménages et de l'affaiblissement de l'investissement privé en dépit de la hausse des dépenses des administrations. En Afrique du Sud, l'économie se redresse au troisième trimestre 2009 avec une hausse de 0,9 % du PIB par rapport au trimestre précédent, mettant fin à une baisse continue du PIB depuis près d'un an. Ces récentes bonnes performances sont à attribuer au secteur manufacturier et à la construction. Toutefois, la situation économique du pays en 2009 reste mal orientée avec une diminution de 2,1 % du PIB en glissement annuel au troisième trimestre et un taux de chômage qui continue de progresser de 0,9 point par

¹ Soit par rapport au troisième trimestre 2009 une croissance de 1,4 %.

² Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 2,57 %.

rapport au trimestre précédent et de 1,3 point par rapport à septembre 2008. A **Madagascar**, l'économie se dégrade en lien avec la crise internationale et les troubles politiques qui ont agité l'île en 2009. L'activité économique s'est contractée avec des estimations de croissance nulle ou négative (-0,4 % selon le FMI et +0,6 % selon le gouvernement malgache) alors qu'en 2008 le PIB progressait de 7,1 %. Aux **Seychelles**, malgré un début d'année morose, l'activité touristique a progressé avec une hausse de 1 % du nombre de touristes par rapport à 2008 en raison d'une bonne fréquentation en fin d'année (+8 % au dernier trimestre en glissement annuel).

La conjoncture à la Réunion

La conjoncture économique s'améliore mais demeure peu porteuse

Dans un climat économique morose, la fin de l'année marque une amélioration de **la conjoncture économique**. Le solde d'opinions relatif à l'activité dépasse sa moyenne longue période, ce qui ne s'était plus réalisé depuis le deuxième trimestre 2008. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit également en nette hausse, passant de 80,8 à 89,8 entre le troisième et le quatrième trimestre. Cette amélioration, due au jugement portée sur l'activité passée, l'investissement et les prix futurs, ne permet pas à l'ICA de retrouver sa moyenne de longue période, ce qui signale un courant d'affaires toujours faible.

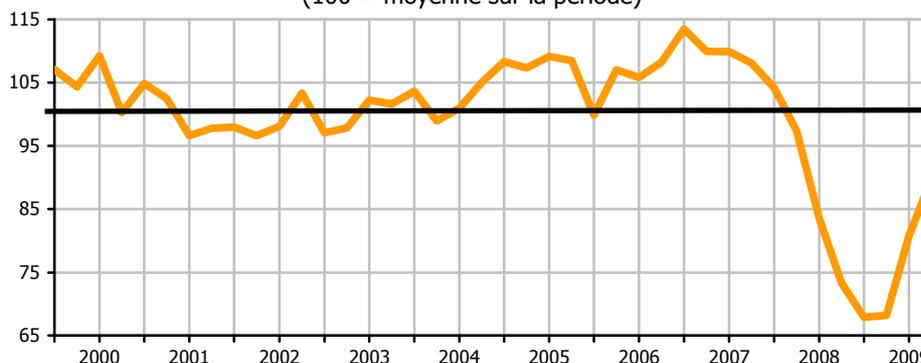
Cette fin d'année se caractérise par une reprise de la **consommation des ménages**, en lien avec un contexte favorable sur le marché automobile. La morosité économique continue de peser sur **l'investissement**, mais dans une moindre mesure qu'aux trimestres précédents, et la forte dégradation observée lors des trimestres précédents semble s'être en partie résorbée en fin d'année.

Après une fin d'année 2008 et un début d'année 2009 particulièrement difficiles pour l'économie réunionnaise, celle-ci semble avoir amorcé une remontée au regard de l'évolution des différents indicateurs économiques. Par ailleurs, la publication des décrets d'application de la LODEOM concernant le logement social et l'instauration des zones franches d'activités en décembre devrait répondre aux attentes des acteurs économiques.

Toutefois, les incertitudes portant sur la réalisation du Tram-Train et la campagne électorale des régionales de mars peuvent apparaître comme des freins à cette amélioration du climat encore fragile.

Indicateur de climat des affaires à La Réunion

(100 = moyenne sur la période)



Source : enquête de conjoncture - IEDOM

Hausse des prix au dernier trimestre

A fin décembre 2009, le glissement des prix sur le dernier trimestre a été de 1,4 %, rompant avec la stagnation des prix observée depuis le début de l'année. Cet accroissement s'explique par une hausse des prix des services, plus particulièrement dans le secteur des transports, en lien avec l'augmentation saisonnière des tarifs des transports aériens (+8,1 %) et dans le logement (+0,4 %) en raison d'une revalorisation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. En outre, la hausse des prix des produits pétroliers (+2,1 % le 15 septembre) et du tabac (+5,0 % le 16 novembre) participe à cette reprise de l'inflation.

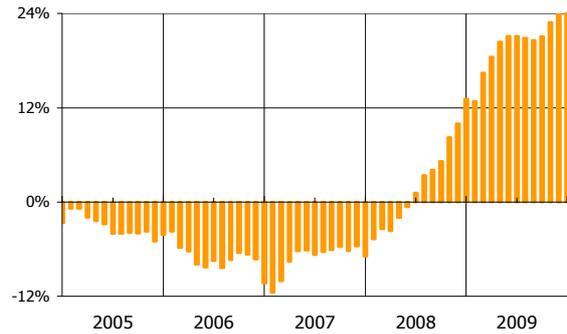
L'évolution de l'indice des prix à la consommation de décembre 2008 à décembre 2009 demeure contenue, avec une légère hausse de 0,3 %.

La situation sur le marché de l'emploi reste préoccupante

Le marché de l'emploi continue de se détériorer et enregistre une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A de 2,9 % par rapport au trimestre précédent, soit un accroissement de 24,1 % sur l'année. La barre symbolique des 100 000 demandeurs est ainsi franchie (101 182), pour la première fois depuis le premier trimestre 2003.

En parallèle, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi au cours du dernier trimestre 2009 s'est contracté de 10,1 % par rapport au même trimestre en 2008. Sur l'ensemble de l'année, les offres d'emplois s'inscrivent en recul de 1 %.

Evolution des DEFM de catégorie A
En variations mensuelles en glissement annuel

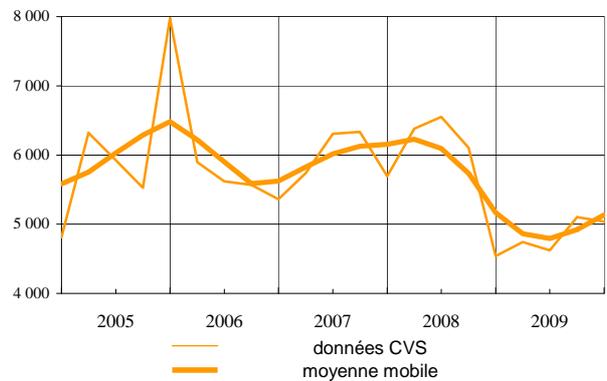


Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

Reprise de la consommation des ménages

La consommation des ménages réunionnais se redresse au dernier trimestre 2009 mais elle reste mal orientée sur l'ensemble de l'année. Le marché automobile réunionnais reprend des couleurs avec une hausse de 10,9 % des ventes de véhicules de tourisme au quatrième trimestre 2009 en glissement annuel. La Réunion, tout comme la France métropolitaine, bénéficie d'achats par anticipation générés par la baisse annoncée de la prime à la casse et le durcissement de la grille du bonus-malus écologique début 2010. Les importations de produits agroalimentaires progressent de 8,3 % sur le dernier trimestre tandis que la baisse des importations destinées aux foyers s'atténue en fin d'année (-1,7 % au quatrième trimestre 2009 en glissement annuel contre -8,8 % le trimestre dernier).

Ventes de véhicules de tourisme neufs (en nombre)

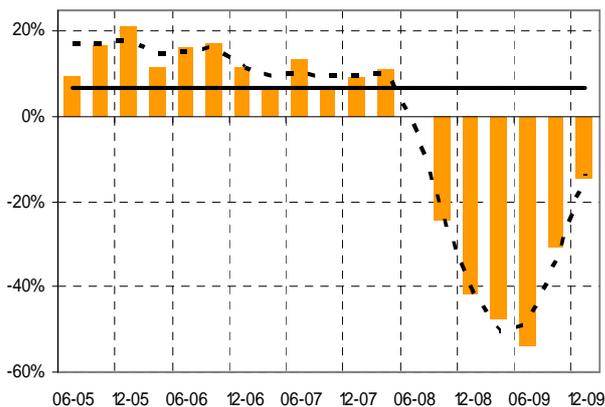


Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

Le solde d'opinions relatif à l'activité des chefs d'entreprises du secteur du commerce confirme cette reprise. Enfin, l'encours de crédits à la consommation est en hausse de 1,3 % entre septembre et décembre 2009 après un an de contraction continue. Toutefois, l'encours de ces crédits diminue de 2,1 % en glissement annuel.

Un climat des affaires moins défavorable à l'investissement

Solde d'opinion des chefs d'entreprises relatif à l'investissement



Source : Enquête de conjoncture - IEDOM

La meilleure orientation de l'activité se reflète dans l'investissement des entreprises.

Selon les chefs d'entreprises, le repli de l'investissement s'est sensiblement atténué au quatrième trimestre et les importations de biens d'équipement se stabilisent (+0,1 % en glissement annuel fin décembre 2009 contre -11,5 % le trimestre précédent). Toutefois, d'autres indicateurs restent mal orientés : c'est notamment le cas des importations de biens intermédiaires et de ventes de véhicules utilitaires qui s'inscrivent respectivement en baisse de 24,2 % et de 13,8 % sur le quatrième trimestre de l'année par rapport au même trimestre de l'année précédente (-27,5 % et -18,3 % au troisième trimestre).

L'encours des crédits d'investissement se stabilise en décembre (-0,1 % sur trois mois, après -0,7 % entre juin et septembre et -1,8 % entre mars et juin) mais il enregistre encore une baisse de 2,3 % en glissement annuel.

L'investissement des ménages semble progresser en fin d'année : l'encours des crédits à l'habitat enregistre sa plus forte hausse depuis le début de l'année (+2,3 % sur le trimestre après 0,4 % entre juin et septembre), mais cette hausse marque le pas par rapport à l'an dernier (+3,8 % sur l'année 2009 contre +7,1 % un an auparavant).

Progression des exportations, moindre dégradation des importations

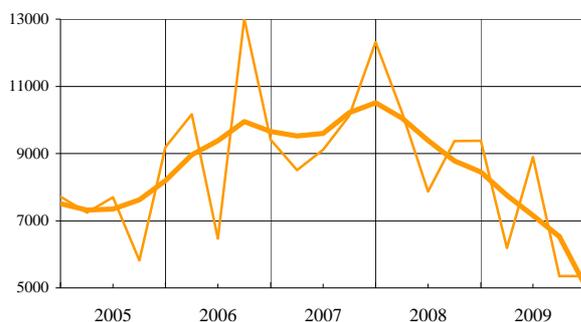
La bonne campagne sucrière, qui a permis d'accroître les exportations de produits agro-alimentaires de 19,0 %, a généré une hausse de 11,1 % des **exportations** en glissement annuel.

Les **importations** enregistrent leur plus forte hausse depuis le début de l'année (+15,5 % entre le troisième et le quatrième trimestre) suite à la reprise de la consommation en fin d'année. L'augmentation de 20,8 % des recettes de l'octroi de mer au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent confirme cette progression. En glissement annuel, la dégradation des **importations** ralentit avec une baisse de 4,3 % au quatrième trimestre.

Une stabilisation dans plusieurs secteurs

Le **secteur agricole** maintient son courant d'affaires mais plusieurs indicateurs font état d'une activité en berne. Les abattages locaux diminuent de 1,6 % en glissement annuel mais sont en léger progrès en moyenne annuelle (les abattages de bovins et de volailles augmentent respectivement de 16,6 % et 10,2 % tandis que les abattages porcins diminuent de 3,1 %), alors que les importations de viandes progressent de 3,3 % au quatrième trimestre ; la collecte de lait a quant à elle reculé de 8,0 % sur l'ensemble de l'année. Bien que les exportations de produits de la pêche bondissent de 88,3 % au dernier trimestre, elles demeurent mal orientées sur l'ensemble de l'année (-38,0 % par rapport à 2008).

Importations de ciment (en milliers d'€)



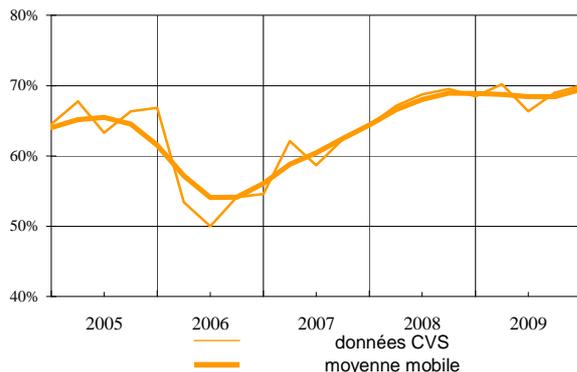
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

La situation dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics** semble se stabiliser mais reste préoccupante avec une nouvelle baisse des effectifs du secteur de 6,5 % entre septembre et décembre. En un an, le secteur a perdu plus de 5 000 emplois, soit une diminution de 22,1 % de ses effectifs. En outre, les importations de ciments continuent de se dégrader avec une chute de 43,0 % au quatrième trimestre en glissement annuel contribuant à la baisse de 29,6 % sur l'année 2009 par rapport à 2008.

En lien avec le BTP dont elle est fortement tributaire, l'activité de **l'industrie manufacturière** poursuit son repli mais à un rythme moindre. La baisse des importations de biens intermédiaires (-24,2 % en glissement annuel) traduit une contraction de l'activité des industries consommatrices de ces biens.

L'activité de **l'industrie agroalimentaire**, qui s'était reprise au trimestre précédent, se dégrade de nouveau au quatrième trimestre. La légère reprise de l'économie et la hausse de la consommation des ménages semblent bénéficier au secteur des **services marchands** dont le solde d'opinions relatif à son activité redevient positif après cinq trimestres consécutifs de perceptions négatives.

Fréquentation hôtelière



Source : Union des Hôtels de la Réunion (données trimestrielles - CVS)

L'activité touristique est en hausse en fin d'année. Le trafic "passagers" sur l'axe « Réunion/métropole » progresse de 7,7 % entre les quatrième trimestres 2008 et 2009 (+5,3 % sur l'année) et la fréquentation hôtelière enregistrée auprès des membres de l'Union des Hôtels de la Réunion s'établit à 81,3 % sur le dernier trimestre, soit une hausse de 1,8 point par rapport au même trimestre en 2008. Le taux d'occupation sur l'année augmente de 0,6 point par rapport à 2008 (69,0 % contre 68,4 % en 2008). L'opinion des chefs d'entreprises du secteur concernant l'activité vient corroborer ce constat et reflète cette progression.

ANNEXES STATISTIQUES

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

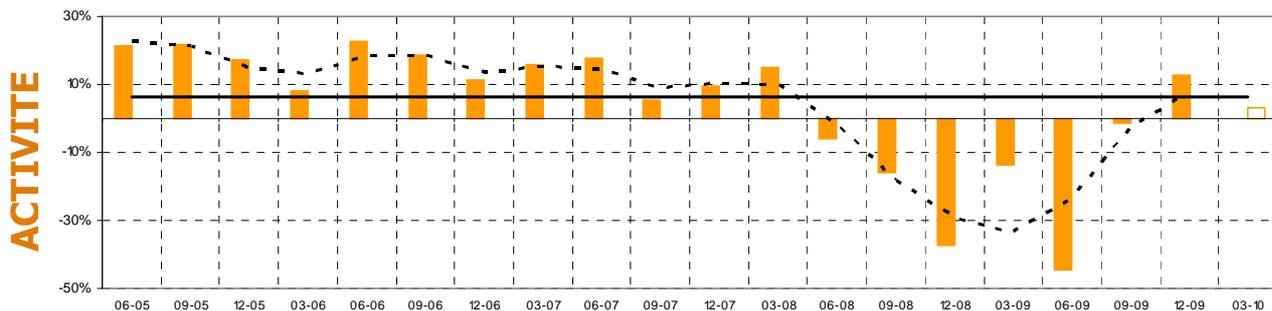
Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

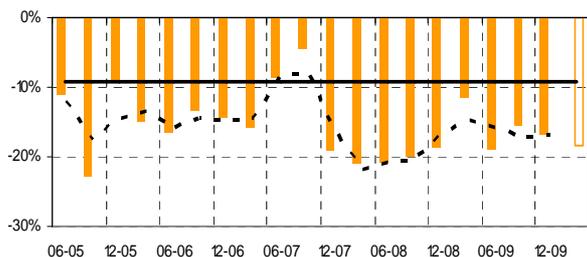
	<i>Page</i>
<i>Les secteurs d'activité.....</i>	10
<i>Vue d'ensemble.....</i>	10
<i>Agriculture, élevage et pêche.....</i>	11
<i>Industrie agro-alimentaire.....</i>	14
<i>Autre industries.....</i>	17
<i>Bâtiment et travaux publics.....</i>	19
<i>Commerce.....</i>	22
<i>Services marchands.....</i>	24
<i>Hôtellerie-Tourisme.....</i>	25
<i>Les entreprises.....</i>	27
<i>L'investissement.....</i>	28
<i>La vulnérabilité.....</i>	29
<i>Les ménages.....</i>	31
<i>L'investissement.....</i>	32
<i>La vulnérabilité.....</i>	34
<i>Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels.....</i>	36

Vue d'ensemble

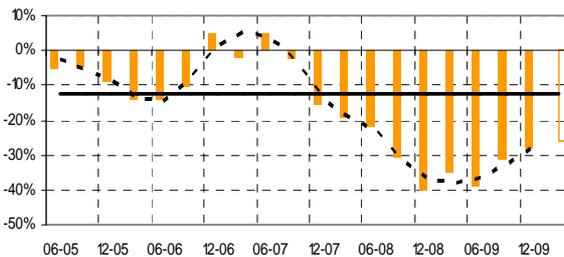
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 139 entreprises (dont 3 coopératives relevant du secteur primaire) employant au total 15 307 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



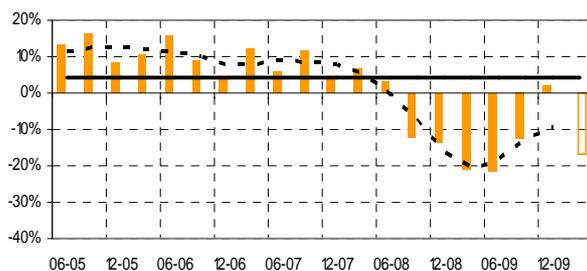
CHARGES



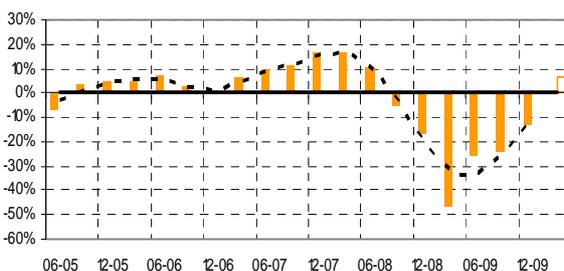
TRESORERIE



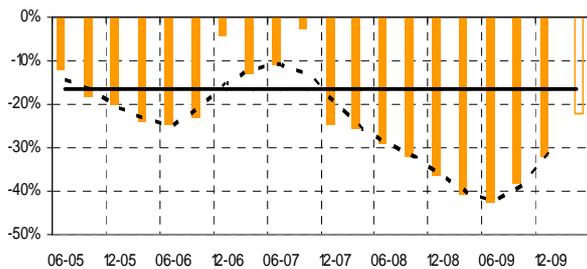
EFFECTIFS



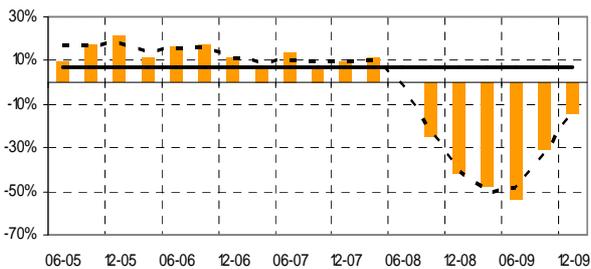
PRIX DE VENTE



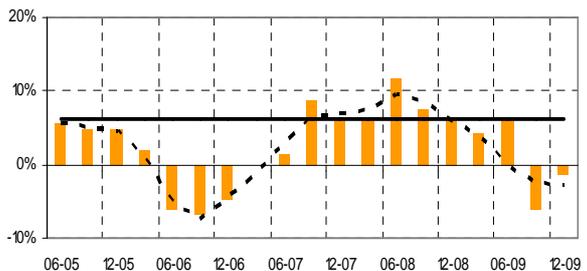
STOCKS MATIERES PREMIERES



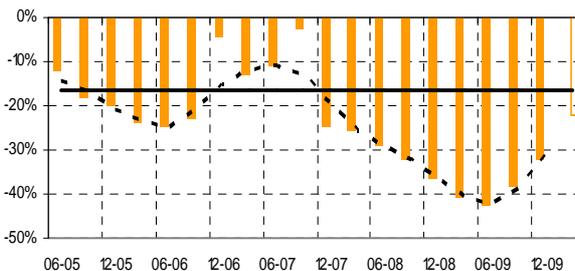
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS PRODUITS FINIS

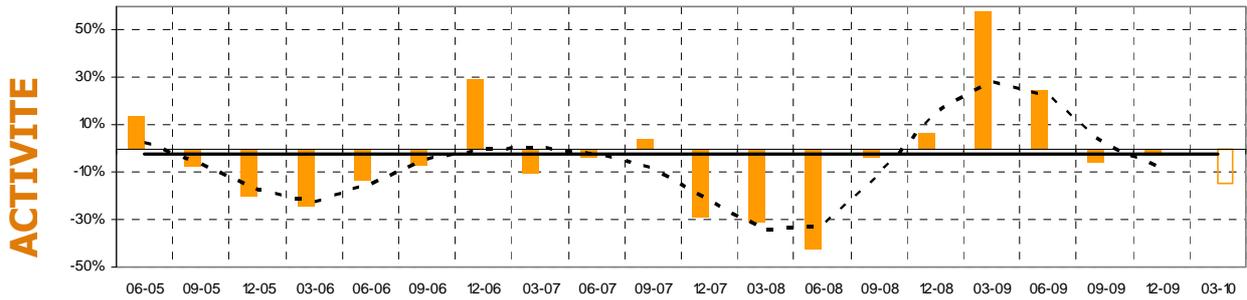


DELAIS DE PAIEMENT

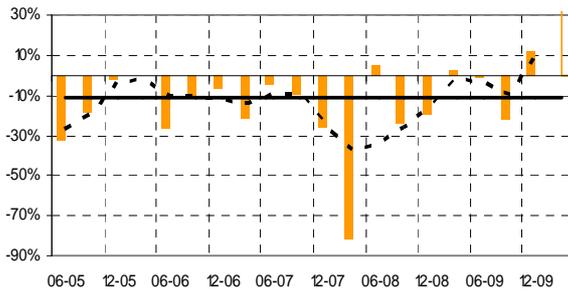


Agriculture, élevage et pêche

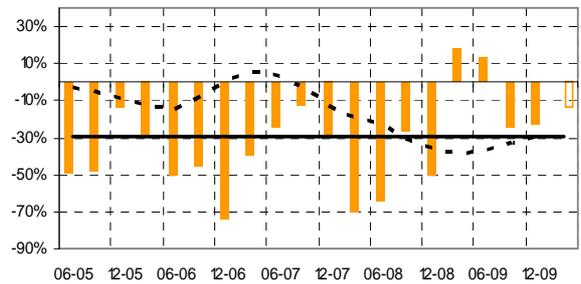
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 6 entités relevant du secteur primaire (soit un effectif total estimé de 1 040 personnes composé de salariés d'entreprises, d'éleveurs, d'agriculteurs et de pêcheurs).
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



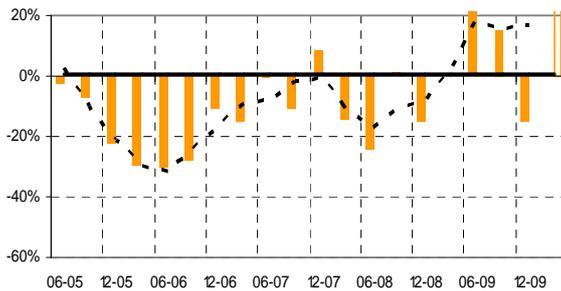
CHARGES



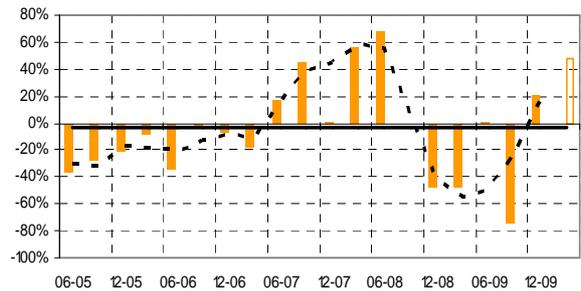
TRESORERIE



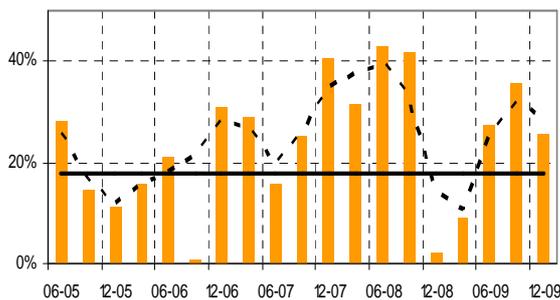
EFFECTIFS



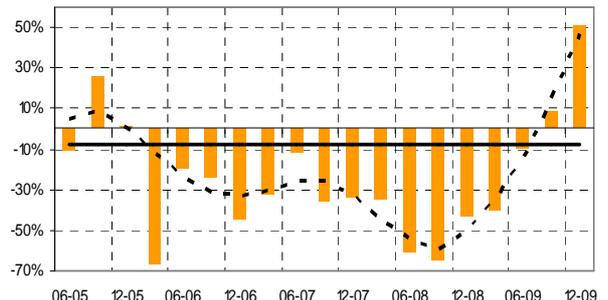
PRIX DE VENTE



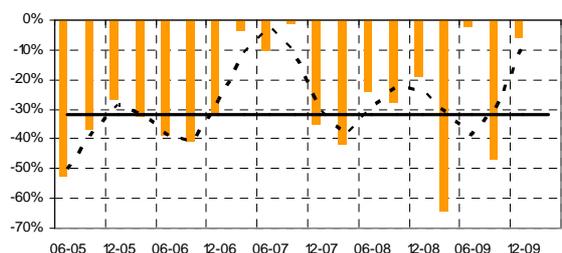
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



DELAIS DE PAIEMENT



Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendance de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Agriculture, élevage et pêche

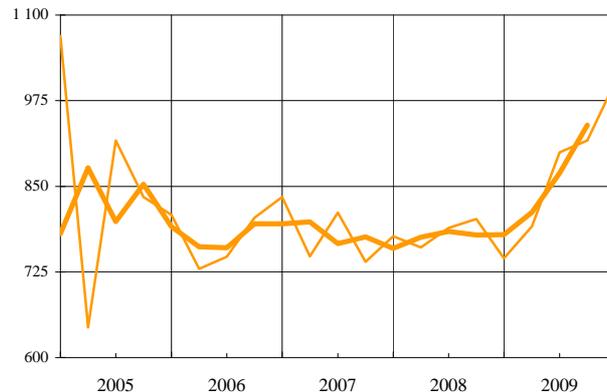
La filière bovine

Abattages de viande bovine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

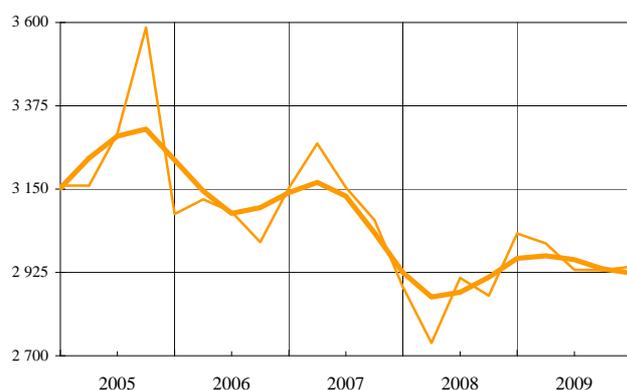
Importations de viande bovine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

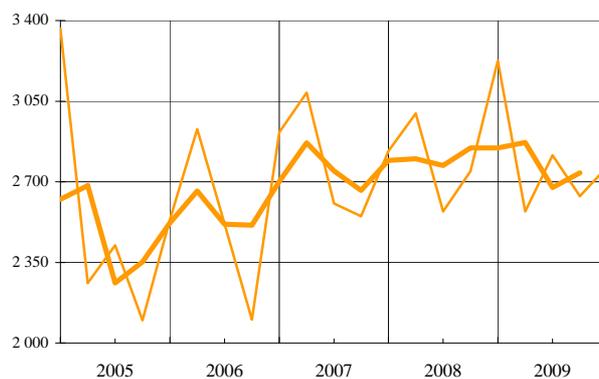
La filière porcine

Abattages de viande porcine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

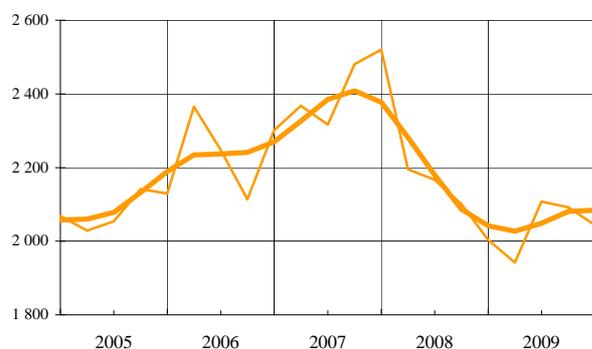
Importations de viande porcine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

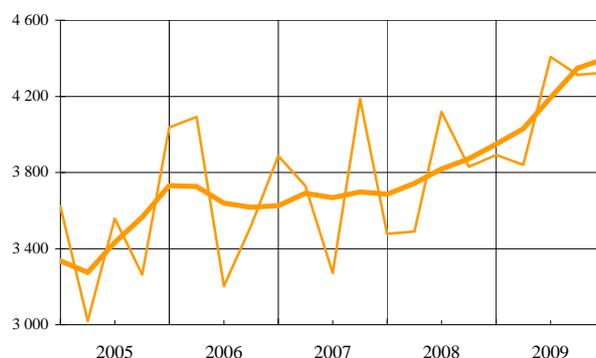
La filière avicole

Abattages de volailles
(en tonne)



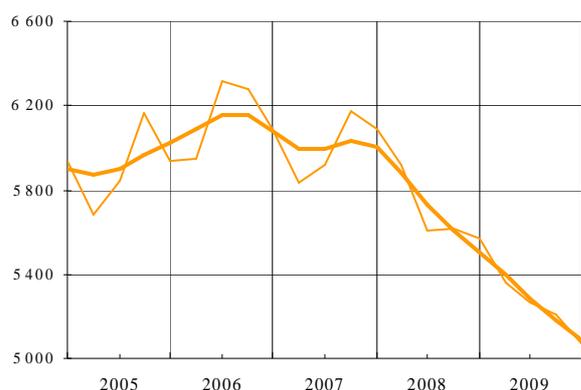
Source : Aribev (données trimestrielles - CVS)

Importations de volailles
(en tonne)



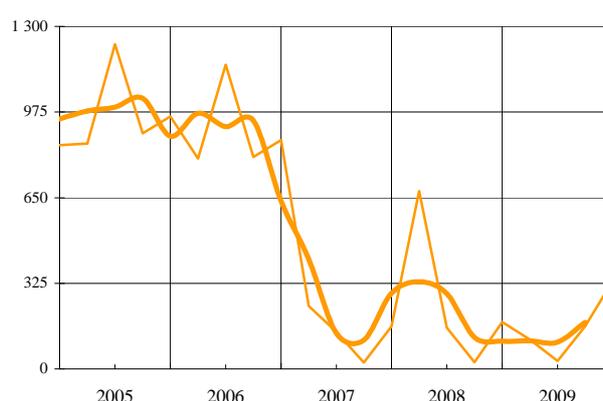
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

La filière laitière
Lait collecté par la Sicalait
(en milliers de litres)



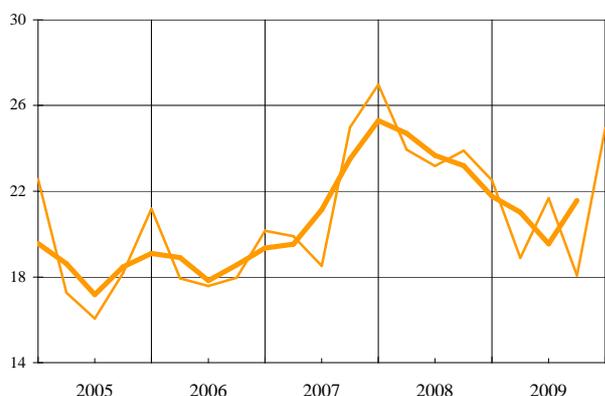
Source : Sicalait (données trimestrielles – CVS)

La filière pêche
Exportations maritimes ¹
(en tonnes)

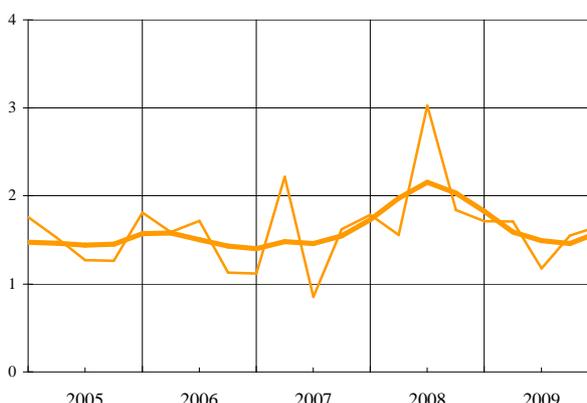


Source : Douanes (données trimestrielles)

Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche
Importations (en millions d'€) **Exportations** (en millions d'€)



Source : Douanes (données trimestrielles)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

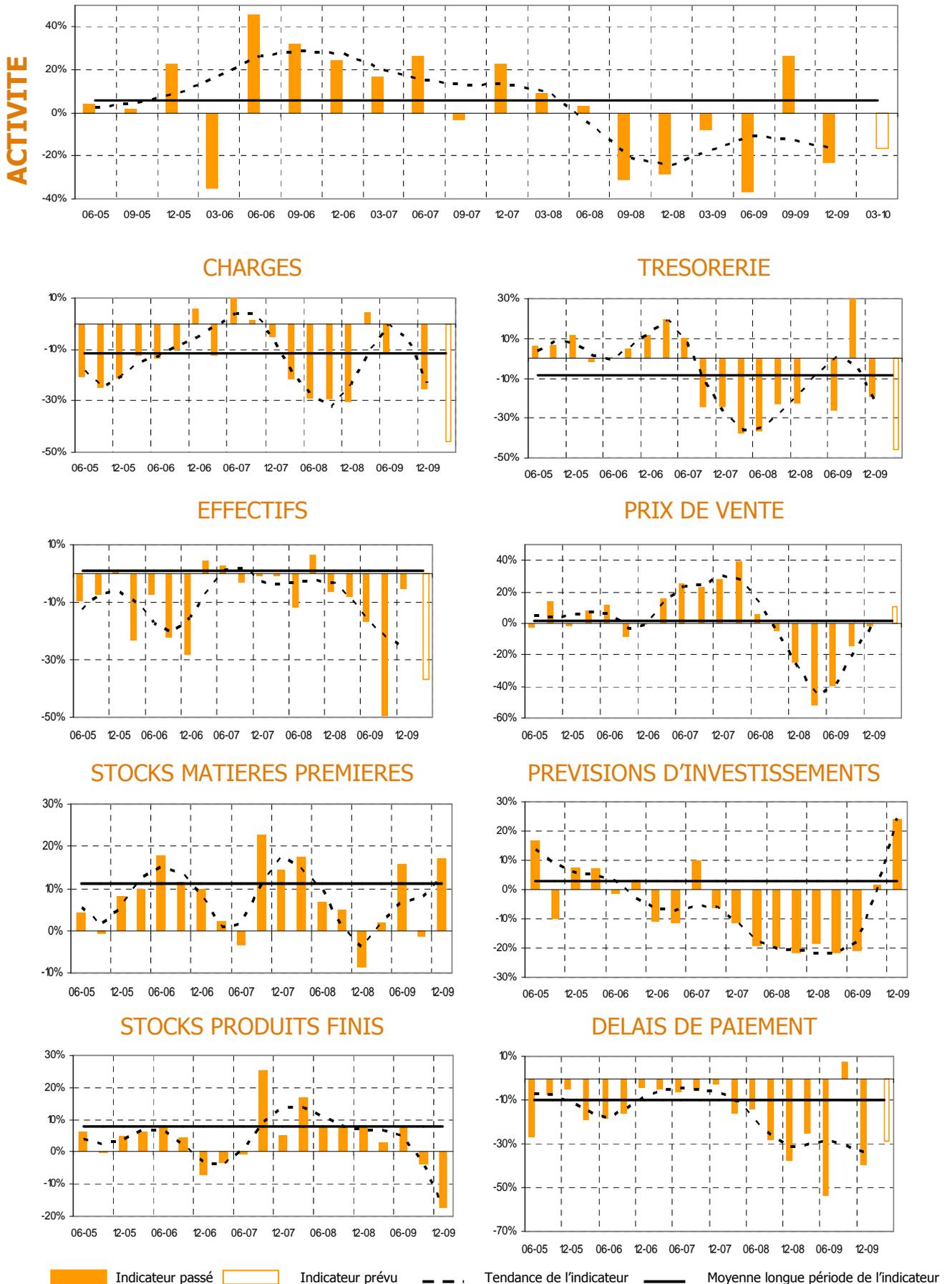
Dernières données chiffrées

	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
ABATTAGE											
bovins Source : Sicabat (tonnes)	452	498	474	480	456	436	476	440	1 808	-8,3%	1,4%
porcins Source : Sicabat (tonnes)	3 222	3 296	3 017	3 167	2 771	2 884	3 074	3 073	11 802	-3,0%	2,1%
volailles Source : Ariv (tonnes)	2 209	2 387	2 614	2 079	1 844	2 076	2 152	2 120	8 191	2,0%	-3,1%
IMPORTATIONS											
bovins Source : Douanes (tonnes)	808	835	777	745	791	900	917	1 002	3 610	34,5%	16,6%
porcins Source : Douanes (tonnes)	2 534	2 915	2 832	3 225	2 571	2 815	2 638	2 766	10 789	-14,2%	-6,5%
volailles Source : Douanes (tonnes)	4 439	4 275	3 826	4 281	4 052	4 024	4 021	4 756	16 853	11,1%	10,2%
COLLECTE DE LAIT	6 416	6 583	6 585	6 019	5 273	4 892	5 239	5 475	20 879	-9,0%	-8,0%
Source: Sicalait (milliers de litres)											
EXPORTATIONS PÊCHE	958	869	161	179	112	31	162	336	641	88,3%	-38,0%
Source : Douanes (tonnes)											
PDS AGRICOLES, SYLVICOLES ET PÊCHE											
Importations Douanes (millions d'€)	21,19	20,16	26,98	22,50	18,90	21,67	18,07	24,93	83,55	10,8%	-10,6%
Exportations Douanes (millions d'€)	3,33	2,05	3,28	3,15	1,56	0,81	0,87	3,04	6,28	-3,4%	-18,3%

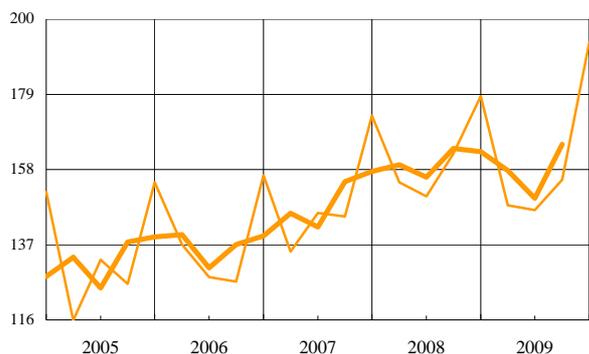
¹ Y compris les exportations réalisées par les palangriers asiatiques autorisés à pêcher dans la zone économique des îles éparses avec obligation de décharger à Port-Réunion.

Industrie agro-alimentaire

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agro-alimentaire employant 1 527 salariés.
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)

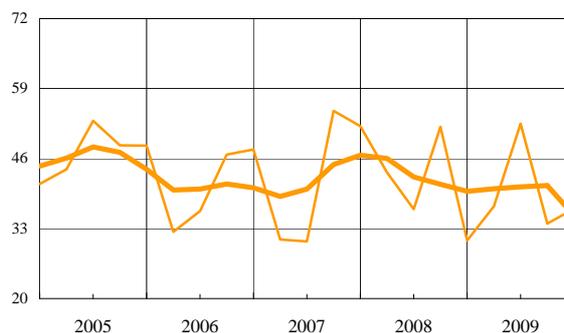


Importations de produits agro-alimentaires
(en millions d'€)



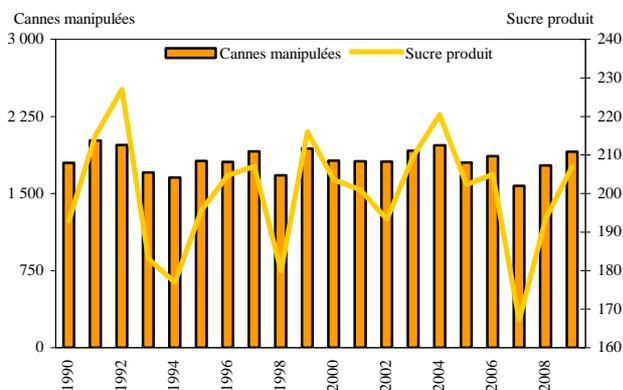
Source : Douanes (données trimestrielles)

Exportations de produits agro-alimentaires
(en millions d'€)



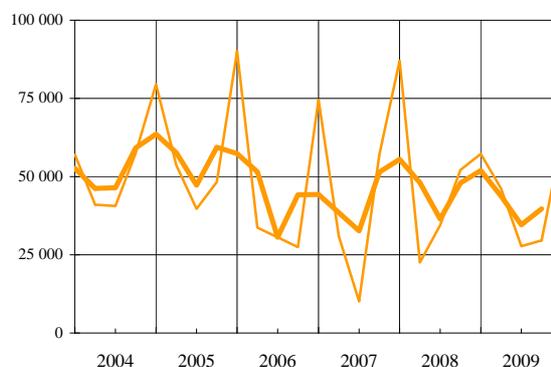
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Campagnes sucrières
(en milliers de tonnes)



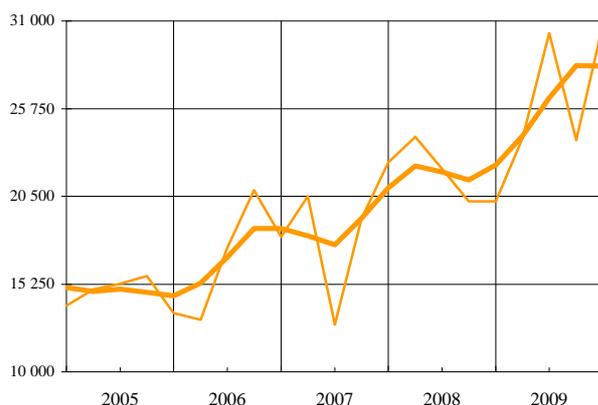
Source : CTICS – eRcane

Exportations maritimes de sucre et mélasse
(en tonne)



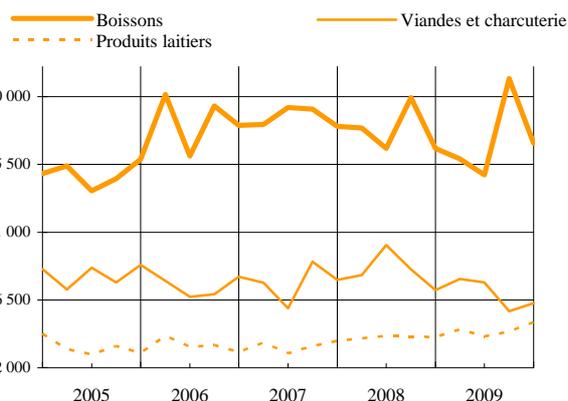
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Exportations de rhum
(en hectolitres d'alcool pur)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Importations maritimes de boissons, produits laitiers, viandes et charcuterie (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Importations (millions d'€)	154	156	173	179	148	147	155	193	643	8,3%	-0,4%
Exportations (millions d'€)	65	64	70	42	37	39	31	49	156	19,0%	-1,7%

Source : Douanes

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
boissons	17 407	19 873	19 798	18 191	15 491	14 856	19 545	18 560	68 452	2,0%	-3,2%
produits laitiers	3 035	3 098	3 857	4 119	4 168	4 179	4 575	5 124	18 046	24,4%	11,4%
viandes et charcuterie	9 613	8 746	8 528	7 774	8 162	7 393	5 265	6 844	27 664	-12,0%	-18,2%

Source : DDE

EXPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
sucres et mélasse	90 126	74 548	87 079	57 289	46 246	27 764	29 629	61 804	165 443	7,9%	-0,6%
poissons	1 010	1 094	1 130	1 256	4 417	3 428	2 815	3 766	14 426	199,8%	115,8%

Source : DDE

Source : Douanes	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
EXPORTATIONS DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	15 960	21 355	26 616	23 852	21 121	22 851	28 255	36 394	108 621	52,6%	26,8%
PRODUCTION DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	22 724	29 351	51 298	45 725	54	14 249	46 523	50 249	111 075	9,9%	-6,7%

CAMPAGNES SUCRIERES	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Variations (N/N-1)
Cannes manipulées	1 969	1 801	1 864	1 576	1 774	1 908	7,51%
. par l'usine du Gol	989	946	920	777	924	953	3,21%
. par l'usine de Bois Rouge	980	855	945	798	849	955	12,44%

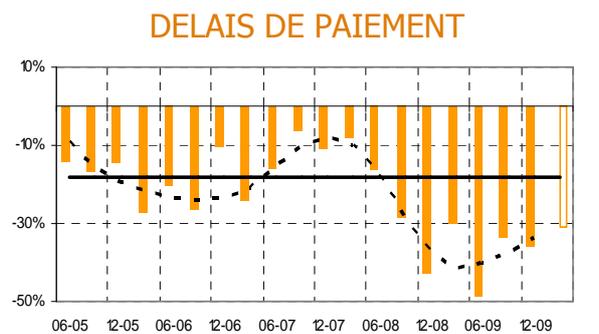
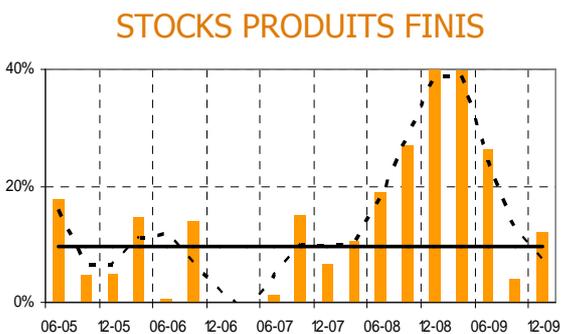
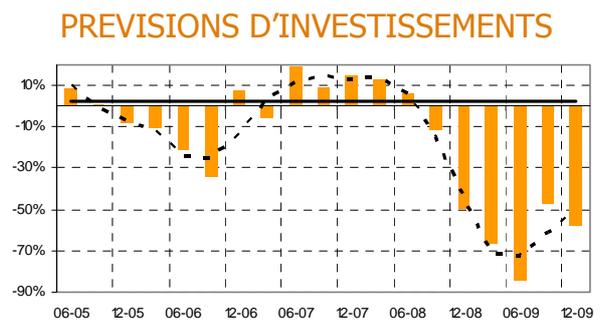
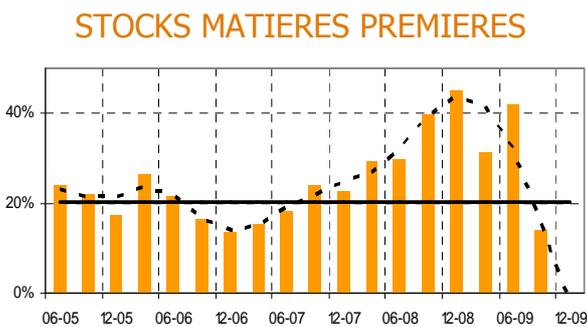
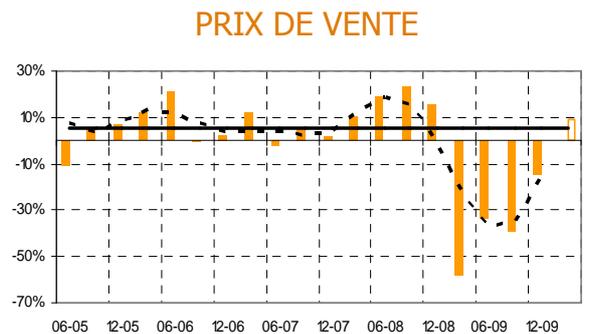
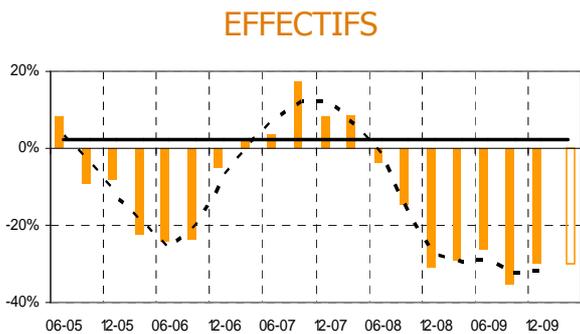
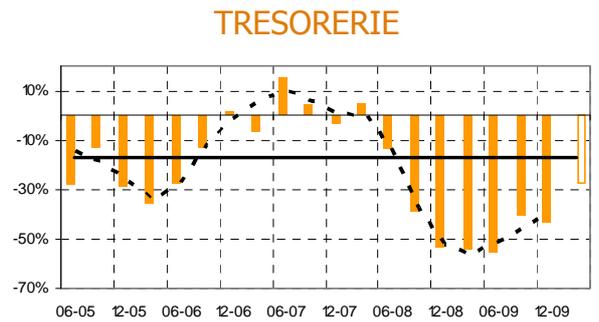
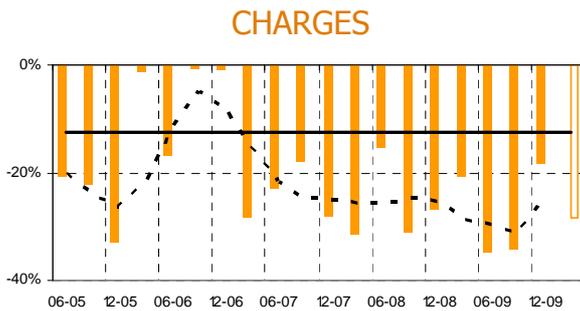
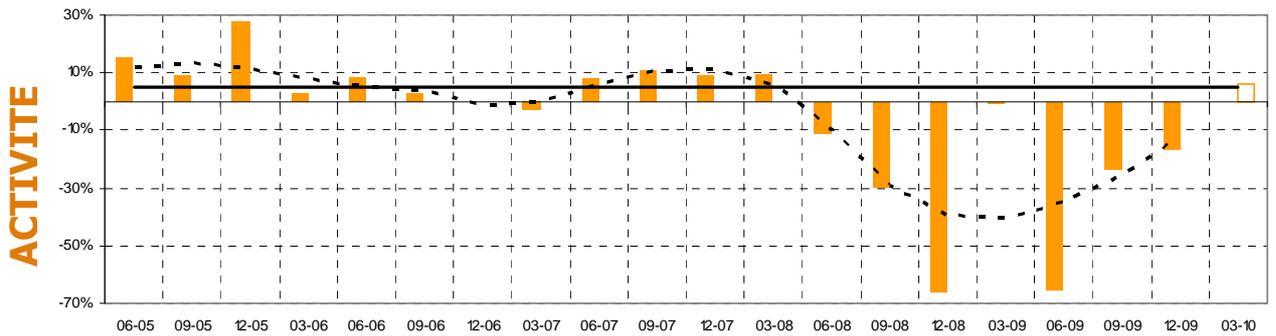
(milliers de tonnes) Source : CTICS

Production de sucre brut	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Variations (N/N-1)
(milliers de tonnes) Source : CERF	220	202	205	158	194	207	6,94%

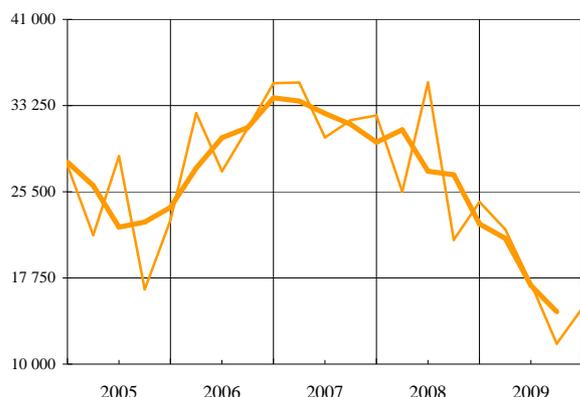
Richesse moyenne de la canne	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Variations (N/N-1)
Source : CTICS	14,14%	14,01%	14,03%	13,74%	14,00%	14,25%	+ 0,25 pt

Autres industries

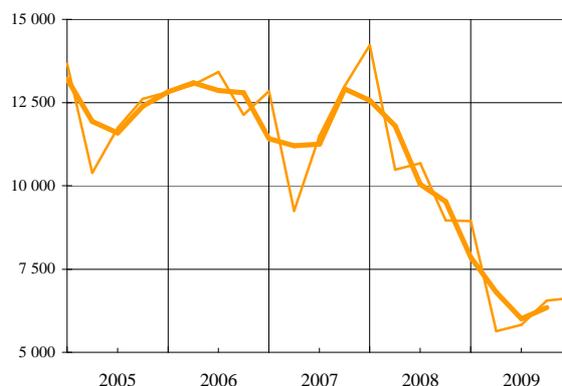
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises du secteur industriel (hors agro-alimentaire) employant 1 116 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



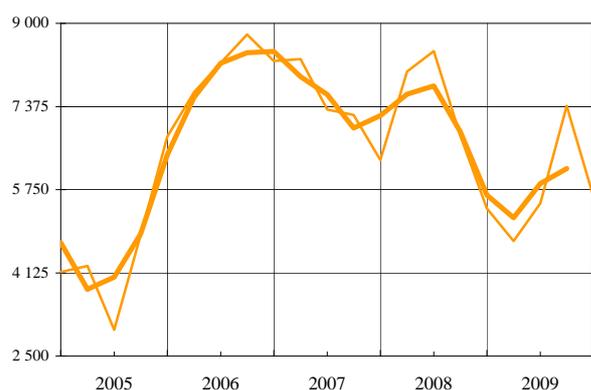
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Importations maritimes de produits métalliques (en tonnes)


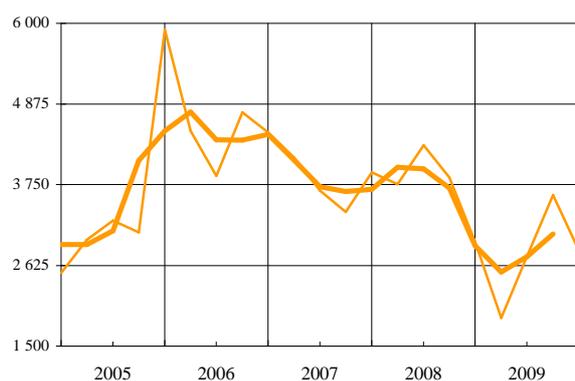
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielle)

Importations maritimes de bois destiné à la transformation (en tonnes)


Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielles)

Importations maritimes de produits destinés aux imprimeries et cartonneries (en tonnes)


Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielles)

Importations maritimes de matières plastiques brutes et de produits chimiques de base (en tonnes)


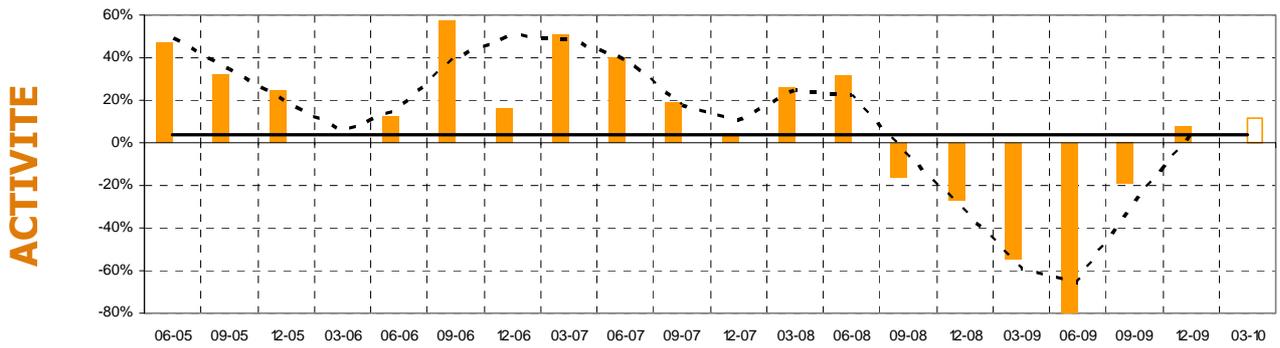
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielles)

Dernières données chiffrées

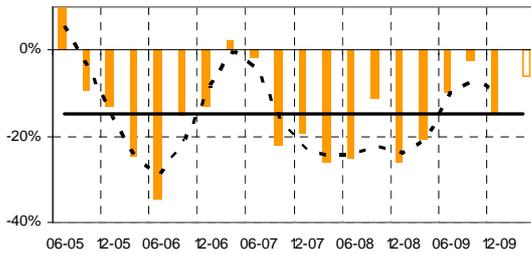
IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes) Source : DDE	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Produits métalliques	22 955	35 261	32 348	24 567	22 128	17 240	11 835	15 063	66 266	-38,7%	-37,8%
Bois destiné à la transformation	12 813	12 844	14 222	8 942	5 635	5 828	6 557	6 635	24 655	-25,8%	-36,9%
Produits pour l'imprimerie et la cartonnerie	6 787	8 261	6 330	5 383	4 744	5 479	7 387	5 612	23 222	4,3%	-19,1%
Matières plastiques et pdts chimiques de base	5 912	4 476	3 918	2 953	1 891	2 751	3 601	2 836	11 079	-4,0%	-25,4%

Bâtiment et travaux publics

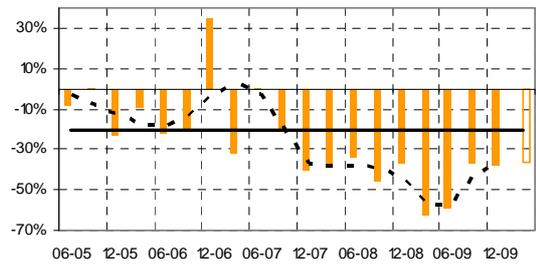
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises du secteur du BTP (gros œuvre et second œuvre) employant 2 224 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



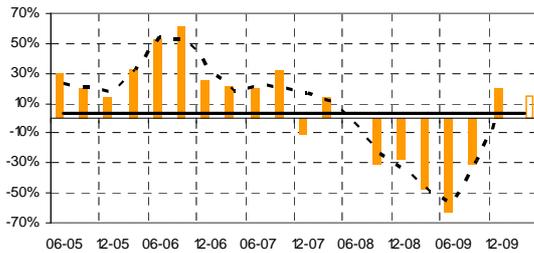
CHARGES



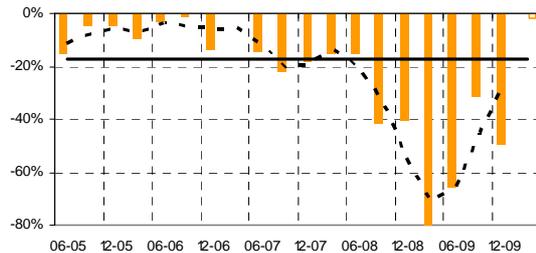
TRESORERIE



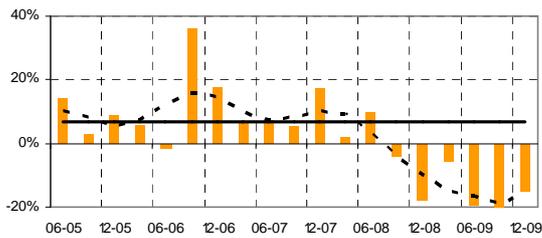
EFFECTIFS



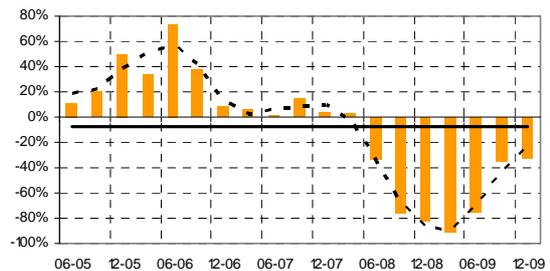
PRIX DE VENTE



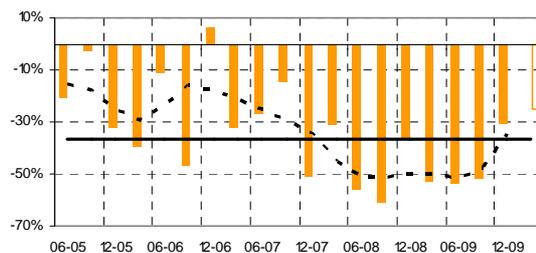
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

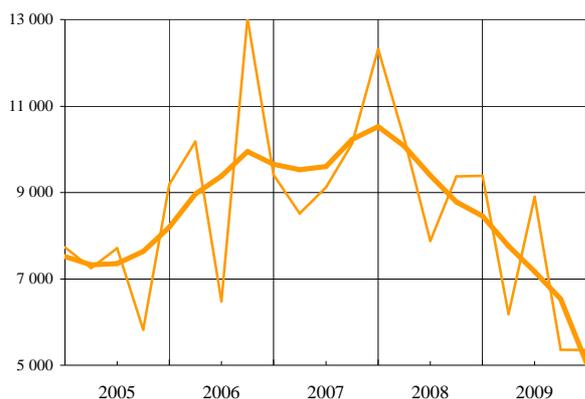


DELAIS DE PAIEMENT



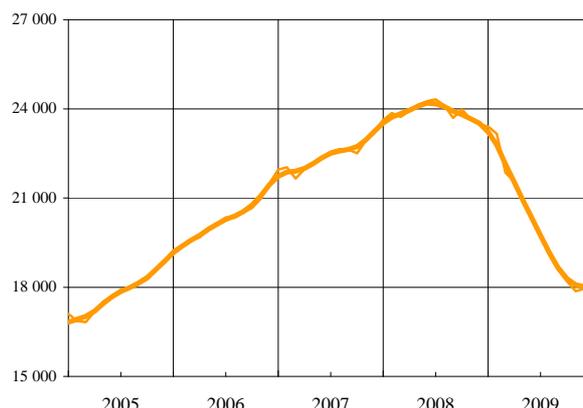
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Importations de ciment
(en milliers d'€)



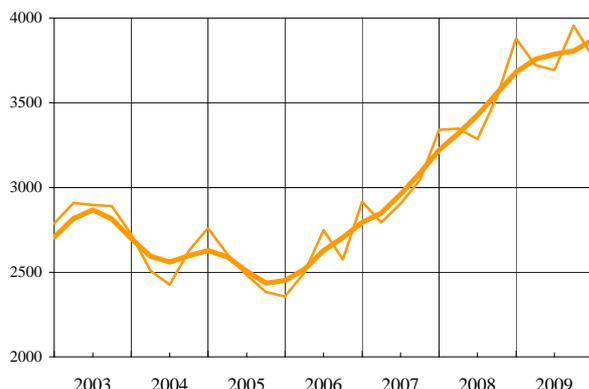
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Effectifs du BTP



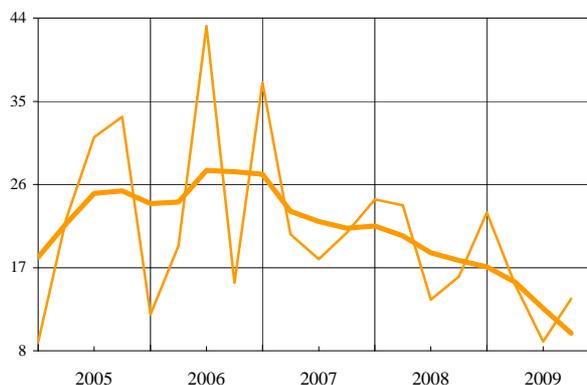
Source : Caisse des congés payés du BTP (données mensuelles - CVS)

Logements sociaux en cours de chantier
(en nombre)



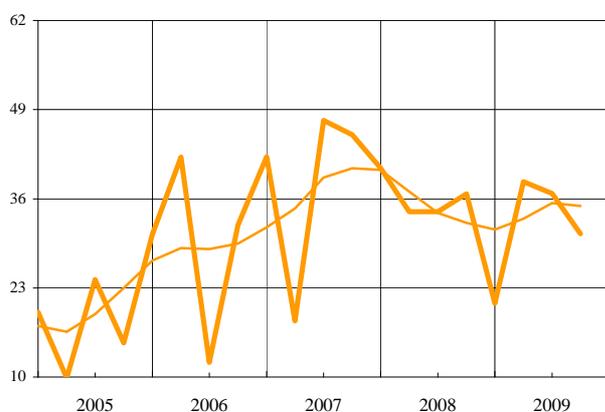
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux de génie civil
(en millions d'euros)



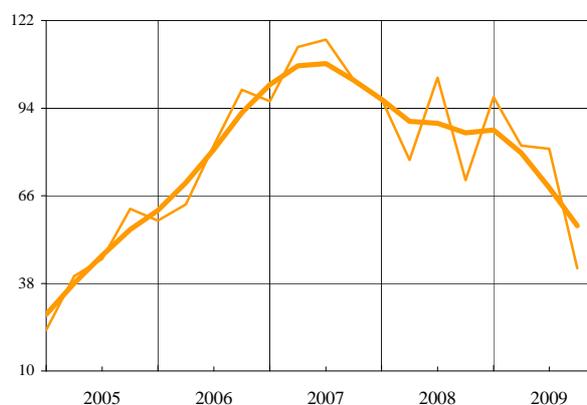
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Constructions publiques
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux routiers
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

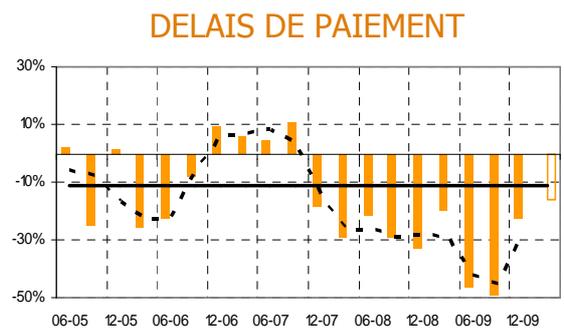
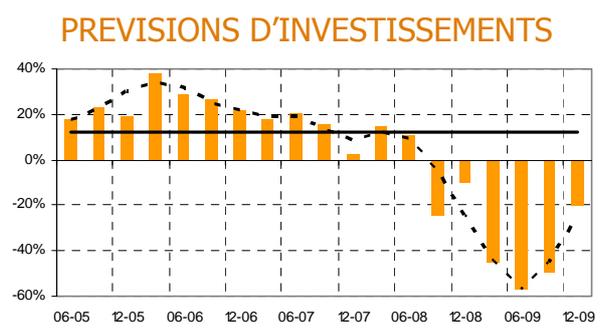
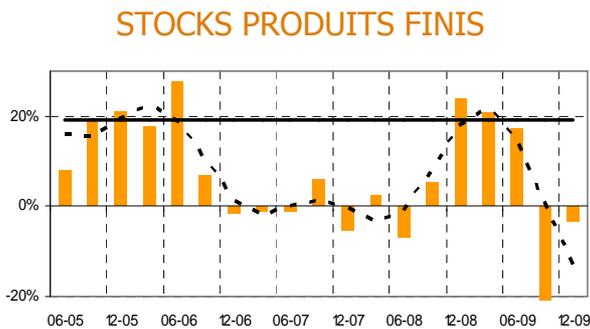
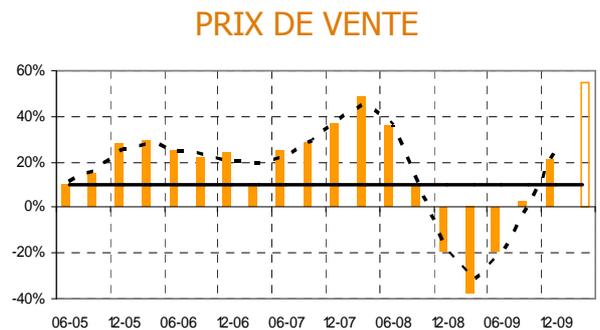
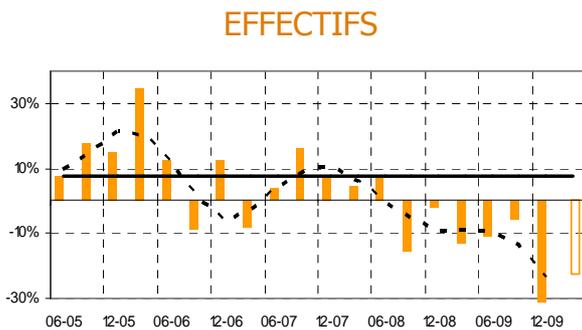
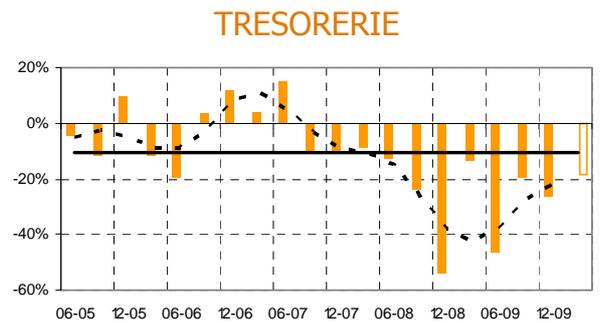
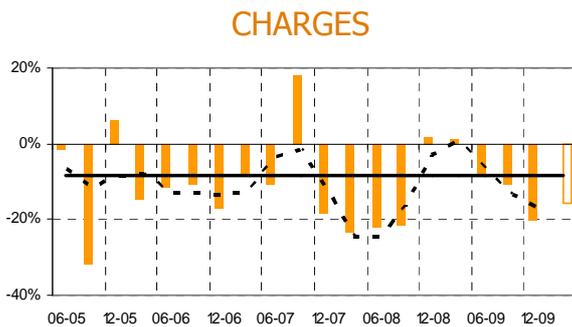
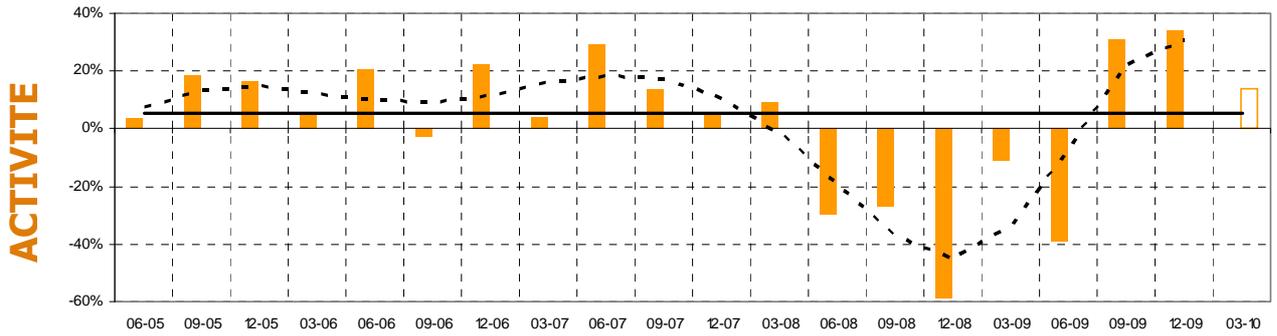
	3T 2005	3T 2006	3T 2007	3T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	Cumul 2009	3T09/ 3T08	Σ09/ Σ08
<i>Source : Cer-BTP (millions d'€)</i>										
Travaux génie civil	36	17	22	17	11	8	15	34	-14,9%	-27,6%
Constructions publiques	17	36	50	41	22	37	34	93	-15,9%	-1,4%
Travaux routiers	64	103	107	73	45	73	44	162	-39,7%	-22,5%

IMPORTATIONS DE CIMENT	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
<i>milliers d'euros</i>	9 712	12 718	9 688	5 543	9 239	5 525	5 524	25 830	-43,0%	-29,6%
<i>Source : Douanes</i>										

EFFECTIFS DU BTP	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
<i>Source : Caisse des congés payés (nombre à fin)</i>	18 718	21 344	22 969	22 757	21 245	19 904	18 960	17 730	-6,5%	-22,1%

Commerce

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises du secteur du commerce employant 5 875 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinions CVS à coefficients saisonniers nuls)

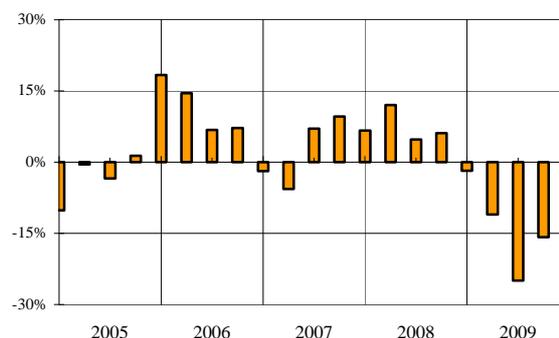
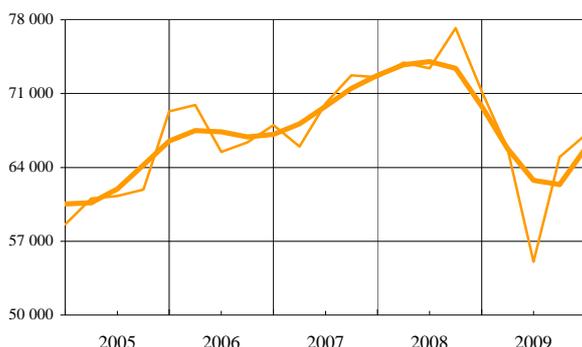


Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Recettes de l'octroi de mer

(en milliers d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel CVS

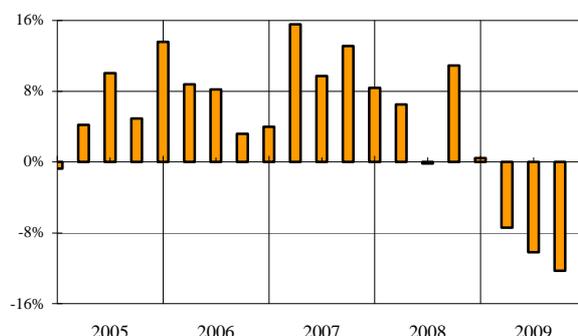
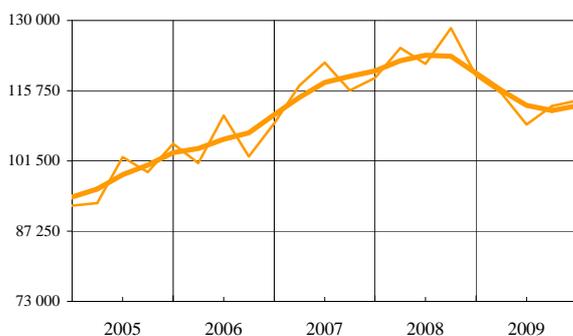


Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

TVA collectée

(en milliers d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



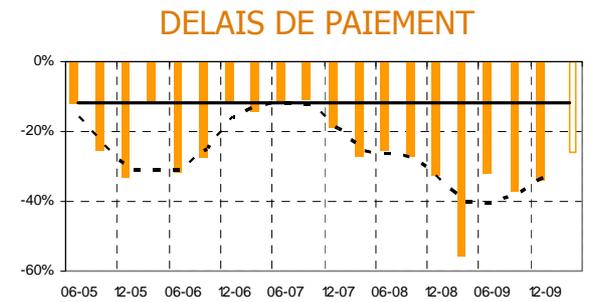
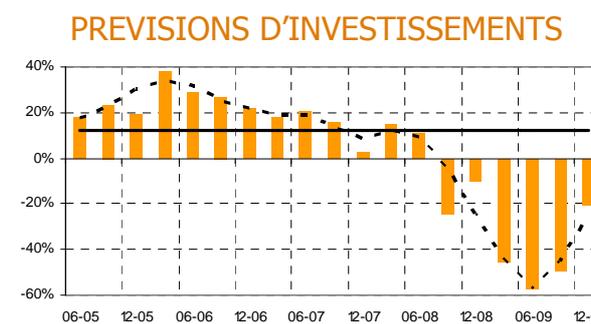
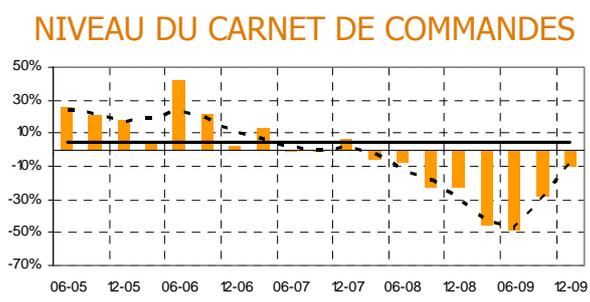
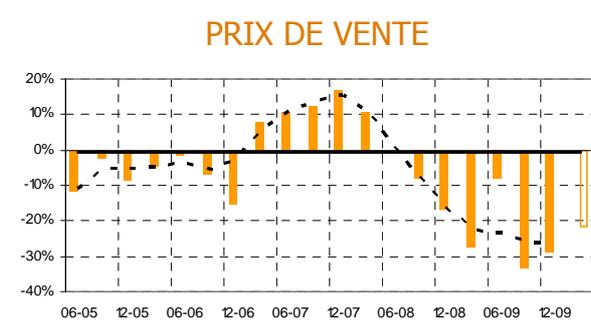
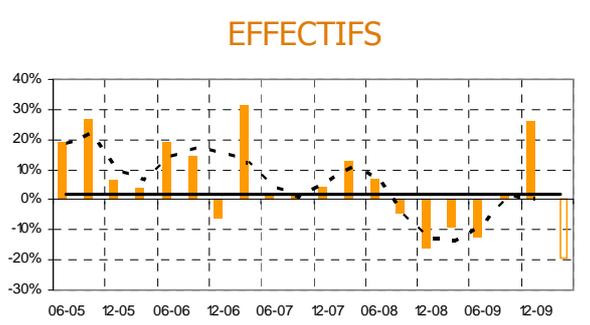
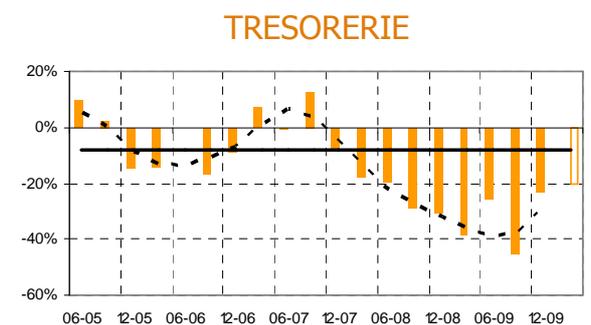
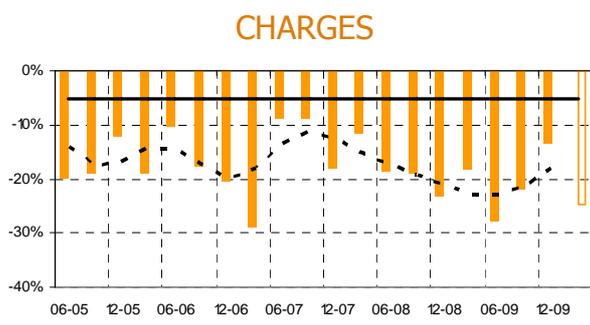
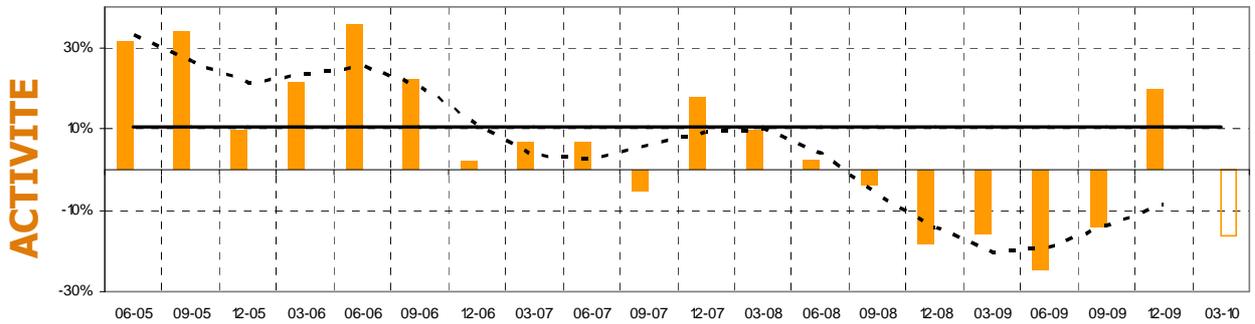
Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

Source : Trésorerie Générale (en milliers d'€)	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Taxe sur la Valeur Ajoutée	115 402	119 994	130 058	130 613	106 222	109 952	109 120	125 041	450 335	-4,3%	-8,5%
Octroi de mer	78 563	77 085	82 236	80 719	59 802	54 477	62 945	76 049	253 273	-5,8%	-14,2%

Services marchands

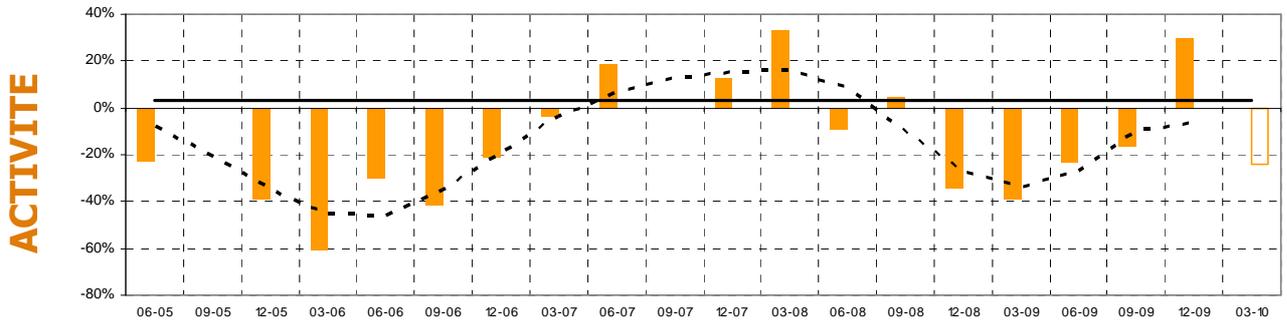
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 46 entreprises du secteur des services marchands (Transports, Hôtellerie-tourisme et Services aux entreprises : Télécommunications, Ingénierie informatique, Activités comptables, juridiques et de conseil de gestion, Activités d'architecture et d'ingénierie, Publicité, Activités de contrôle et analyses techniques, Enquêtes et sécurité, Activités de nettoyage, Entretien et réparation de véhicules automobiles et Sélection et fourniture de personnel) employant 3 525 salariés.
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



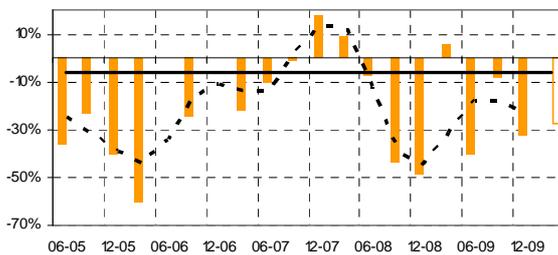
■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendance de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

Hôtellerie - tourisme

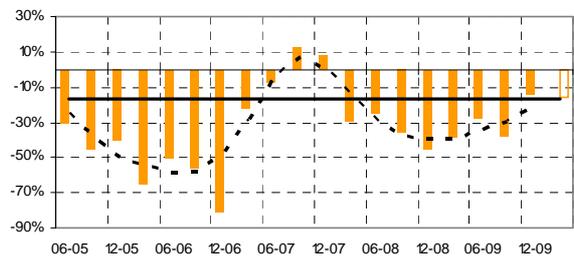
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme employant 1 128 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



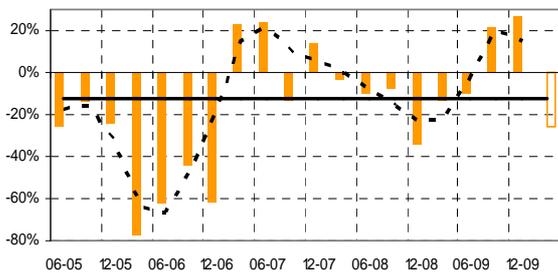
CHARGES



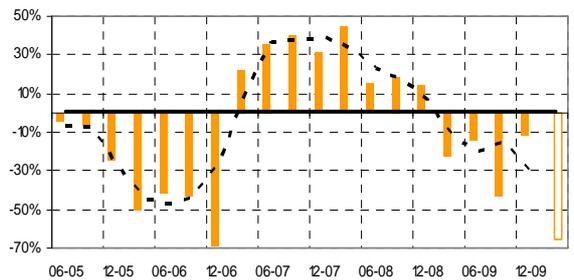
TRESORERIE



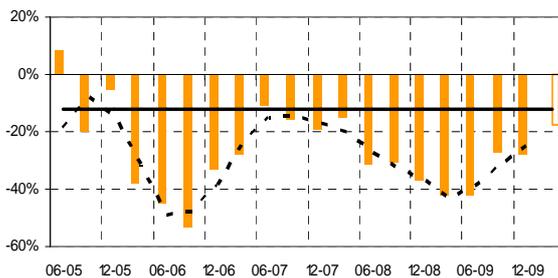
EFFECTIFS



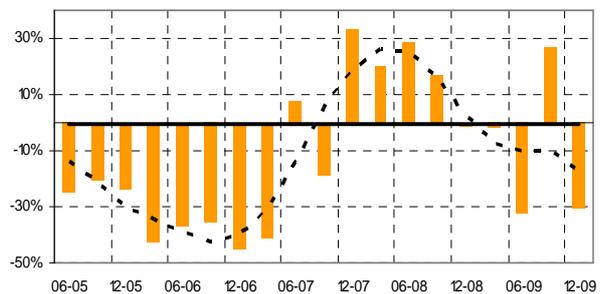
PRIX DE VENTE



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

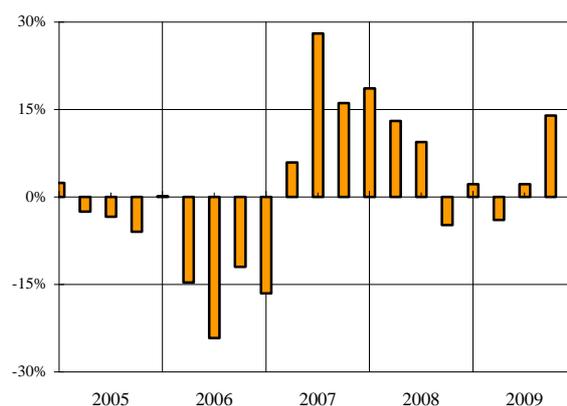
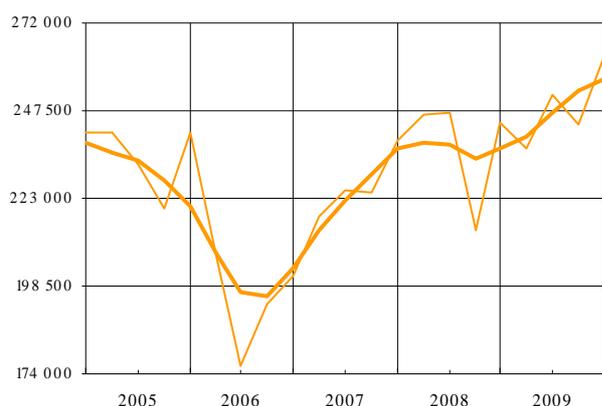


Indicateur passé Indicateur prévu Tendance de l'indicateur Moyenne longue période de l'indicateur

Trafic aérien – Nombre de passagers enregistrés sur l'axe métropole-Réunion

(trafic arrivées et départs)

Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : CCIR (données trimestrielles – CVS)

Fréquentation hôtelière

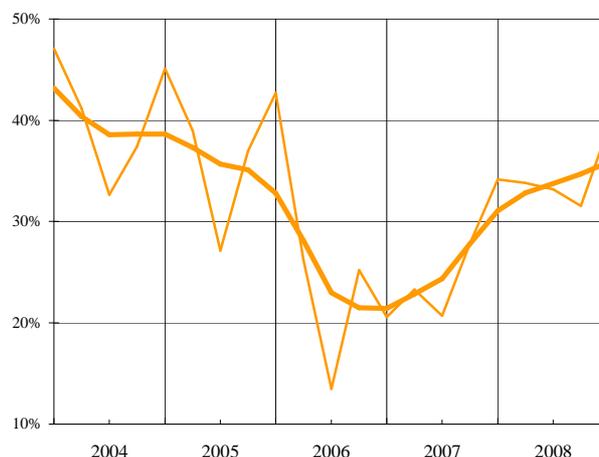
(taux d'occupation des hôtels adhérents à l'Union des Hôtels de la Réunion)



Source : Union des Hôtels de la Réunion (données trimestrielles - CVS)

Fréquentation des gîtes ruraux

(taux d'occupation en %)



Source : Maison de la Montagne (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

Source : Aéroports de Pierrefonds et de Gillot	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/4T08	Σ09/Σ08
Nombre total de passagers	380 672	443 922	453 125	415 546	390 519	517 202	500 007	1 823 274	10,3%	6,4%
Nombre de passagers sur l'axe métropole	209 138	248 042	253 452	215 905	223 370	283 786	272 981	996 042	7,7%	5,3%
Mouvements de vols	3 526	3 480	3 963	3 858	3 573	4 165	4 124	15 720	4,1%	8,8%

Taux d'occupation à fin	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
Fréquentation hôtelière	77,7%	63,4%	74,7%	79,5%	69,9%	61,9%	62,8%	81,3%	+ 19,5 pts	+ 1,8 pt

Taux d'occupation à fin	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	déc08/ sept08	déc08/ déc07
Des gîtes ruraux	58,1%	55,0%	26,5%	44,0%	32,0%	22,3%	34,3%	51,7%	+ 17,4 pts	+ 7,7 pts
Des gîtes de montagne	46,0%	50,3%	31,0%	44,7%	17,0%	30,0%	42,0%	50,7%	+ 8,7 pts	+ 6 pts

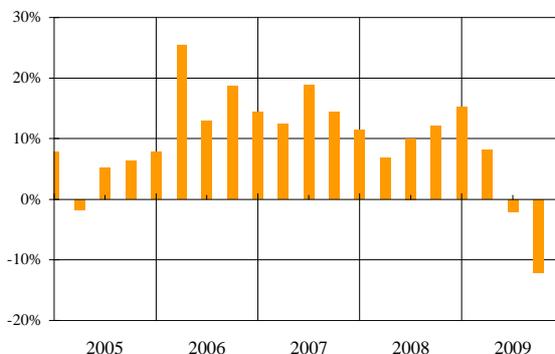
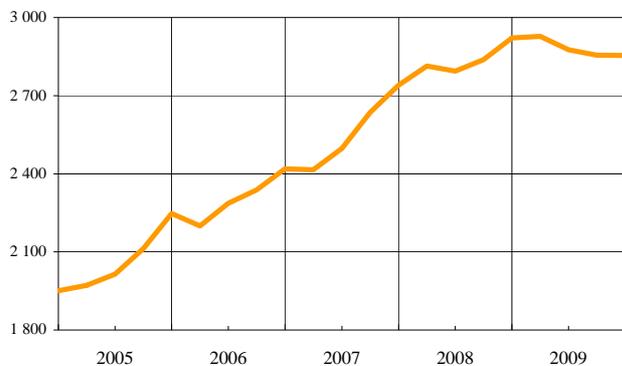
Les entreprises

L'investissement des entreprises

Encours bancaires des crédits d'investissement

(en millions d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel (CVS)

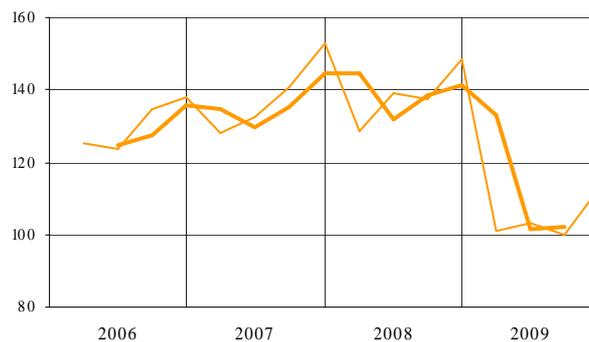
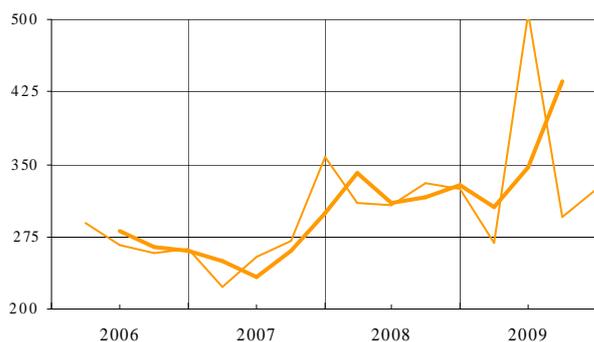


Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Les biens d'équipement professionnels

Importations de biens d'équipement
mécaniques, électriques et électroniques
(en millions d'euros)

Importations de biens intermédiaires
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

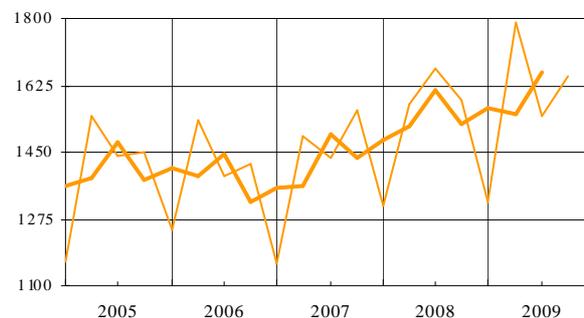
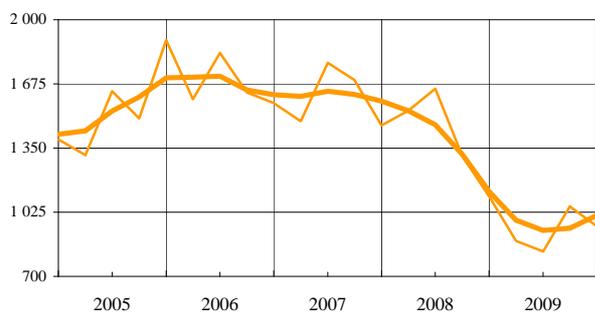
Source : Douanes (données trimestrielles)

Investissements spécifiques

Les créations d'entreprises

Ventes de véhicules utilitaires

Créations d'entreprises
hors secteur primaire



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

Source : INSEE (données trimestrielles)

Dernières données chiffrées

	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Importations de biens (Source : Douanes)										
d'équipement millions d'€	262	357	325	268	506	295	325	1 393	0,1%	9,5%
et intermédiaires millions d'€	138	153	149	101	103	100	113	416	-24,2%	-24,7%
Ventes de véhicules utilitaires (Source : Sorefi-nombre)										
	1 609	1 493	1 127	916	793	1 031	972	3 712	-13,8%	-33,7%

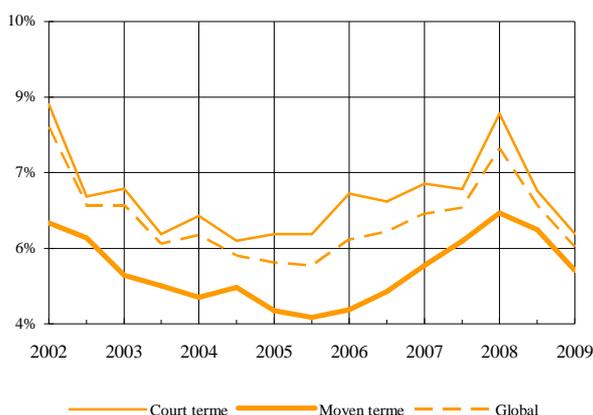
à fin (millions d'€)	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
Encours bancaires des crédits d'investissement Source Iedom	2 248	2 419	2 740	2 922	2 928	2 876	2 856	2 854	-0,1%	-2,3%

La vulnérabilité des entreprises

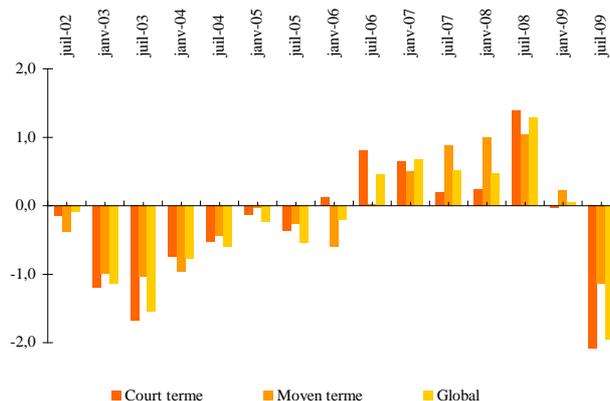
Les modalités de financement des entreprises

Coût du crédit aux entreprises

Taux moyen des crédits à court terme et à moyen terme (en %)



Variations semestrielles en glissement annuel (en points)



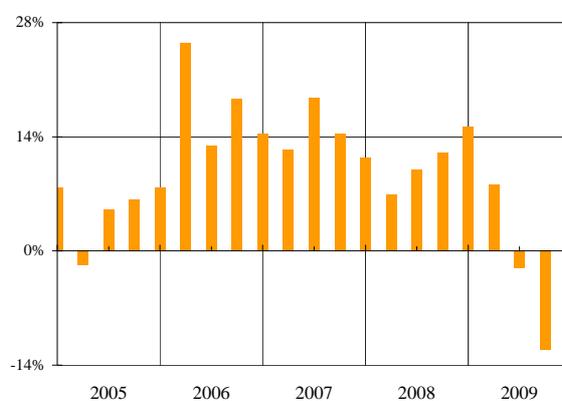
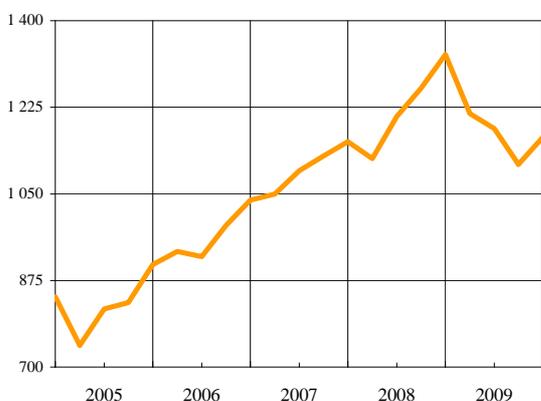
Source : IEDOM (enquête semestrielle)

Evolution des crédits de trésorerie

Encours bancaires des crédits d'exploitation

(en millions d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel



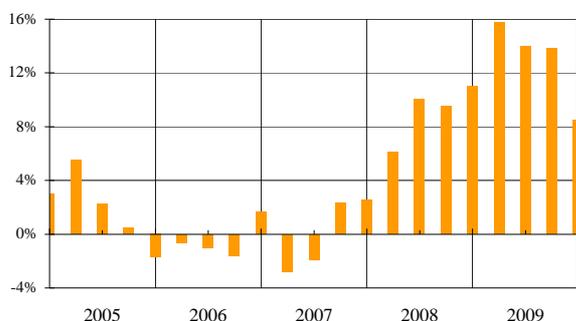
Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

So

Les indicateurs de vulnérabilité

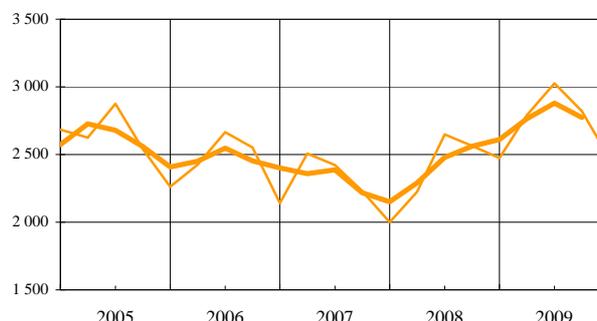
Personnes morales interdites bancaires

Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Impayés sur effets



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Source : Iedom	à fin	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept08	déc09/ déc08
Personnes morales interdites bancaires (nombre)		2 176	2 212	2 268	2 517	2 686	2 753	2 780	2 731	-1,8%	8,5%

Source : Iedom	à fin	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
Encours bancaires des crédits d'exploitation (millions d'€)		907	1 037	1 156	1 332	1 212	1 182	1 110	1 164	4,9%	-12,5%

Impayés sur effets	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
en montant (millions d'€) (Source : Iedom)	10 817	11 210	18 339	21 395	23 121	40 285	18 454	103 255	0,6%	62,3%
en nombre (Source : Iedom)	2 142	2 001	2 475	2 791	3 026	2 821	2 473	11 112	-0,1%	12,1%

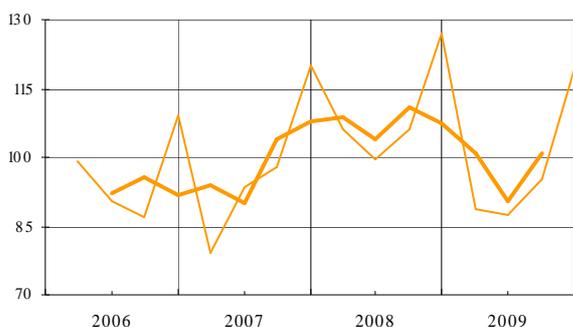
Source : Iedom	à fin	juil-04	juil-05	juil-06	juil-07	juil-08	janv-09	juil-09	juil09/ janv09	juil09/ juil08
Enquête sur le coût du crédit aux entreprises										
Taux moyen pondéré court terme : Escompte		6,15%	5,78%	6,58%	6,78%	8,17%	6,64%	5,79%	-0,85	-2,38
Découvert		5,30%	5,93%	7,08%	7,30%	7,86%	6,71%	4,22%	-2,49	-3,64
Autres CT		7,03%	6,70%	6,79%	6,72%	9,55%	7,22%	9,48%	2,26	-0,07
Moyen et long terme		5,02%	4,38%	5,71%	6,36%	6,67%	5,66%	3,46%	-2,20	-3,21
Taux moyen pondéré global		4,53%	4,26%	4,28%	5,16%	6,20%	5,87%	5,06%	-0,81	-1,14
		5,76%	5,22%	5,67%	6,19%	7,48%	6,36%	5,53%	-0,83	-1,95

Les ménages

L'investissement des ménages

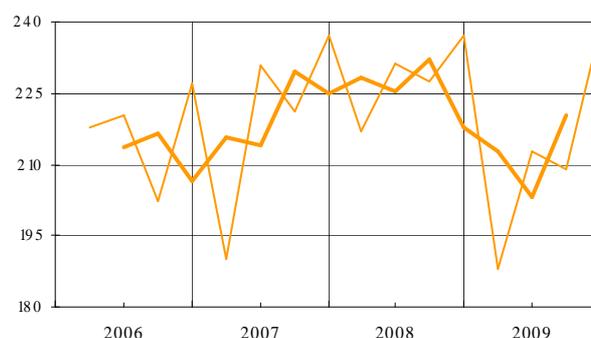
Les importations de biens destinés aux ménages

Importations de biens d'équipement du foyer
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles – CVS)

Importations d'articles d'habillement, de produits d'édition, pharmaceutiques et d'hygiène (en millions d'euros)

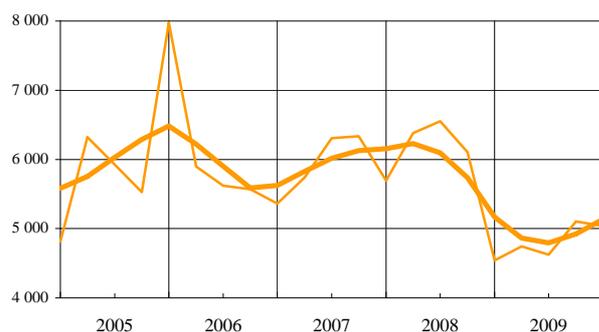


Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Les ventes de voitures

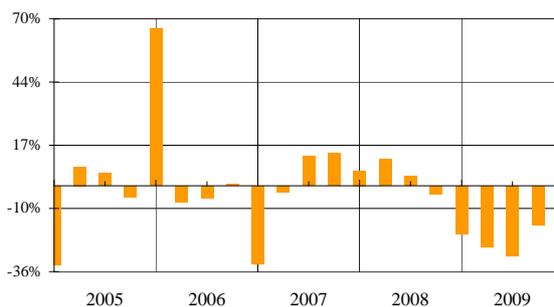
Ventes de véhicules de tourisme neufs

(en nombre)



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

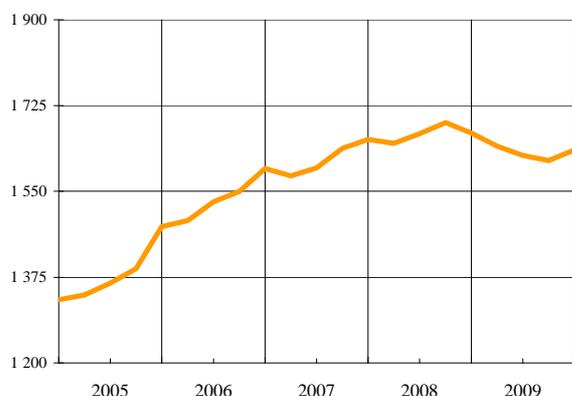
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Le financement des ménages

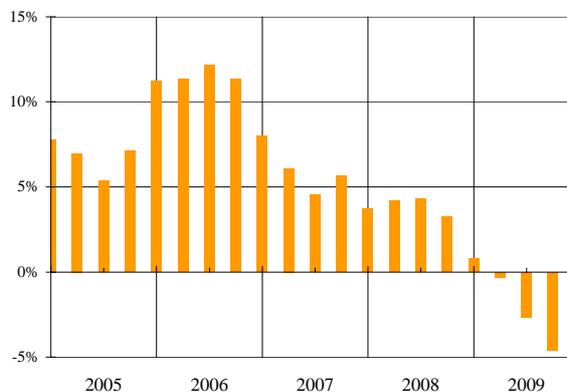
Encours bancaires des crédits à la consommation

(en millions d'euros)



Source : IEDOM (données trimestrielles – CVS) donnée provisoire pour le quatrième trimestre 2008

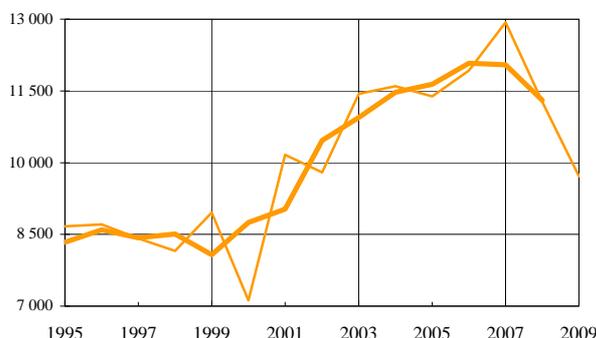
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



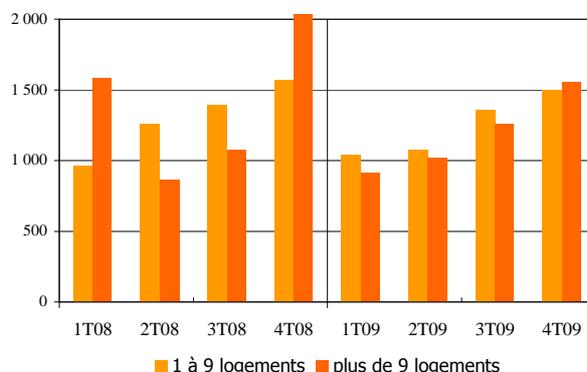
Source : IEDOM (données trimestrielles – CVS) donnée provisoire pour le quatrième trimestre 2008

Les indicateurs de construction

Attestations de conformité
logements neufs



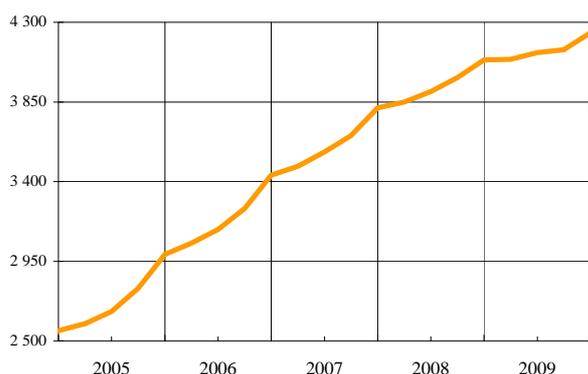
Attestations de conformité
(logements neufs)



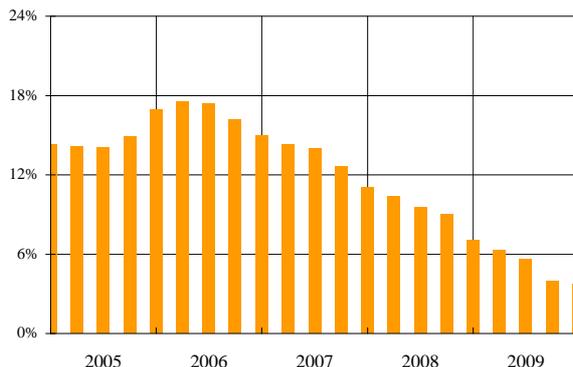
Source : Consuel (données annuelles)

Le financement des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat
en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Importations de biens d'équipement (Source : Douanes-millions d'€)	109	120	127	89	87	95	119	391	-6,1%	-10,9%
Importations de produits courants (Source : Douanes-millions d'€)	227	237	237	188	213	209	239	848	0,6%	-7,1%
Ventes de véhicules de tourisme neufs (Source : Sorefi-nombre)	5 894	6 263	4 994	4 460	4 455	5 084	5 538	19 537	10,9%	-16,5%
Attestations de conformité (Source : Consuel-nombre)										
1 à 9 logements	2 454	nd	1 570	1 041	1 072	1 356	1 496	4 965	-4,7%	-4,3%
+ de 9 logements	2 215	nd	2 555	917	1 022	1 258	1 557	4 754	-39,1%	-21,8%

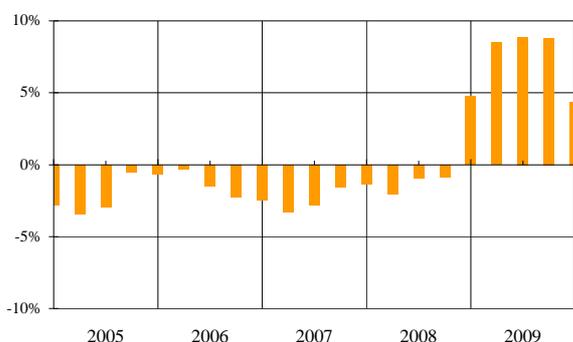
Source : Iedom	à fin	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
Encours bancaires des crédits à la consommation (millions d'€)		1 478	1 596	1 655	1 669	1 642	1 623	1 612	1 634	1,3%	-2,1%
Encours bancaires des crédits à l'habitat (millions d'€)		2989	3437	3817	4087	4091	4128	4145	4241	2,3%	3,8%

La vulnérabilité des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation de moyens de paiement

Personnes physiques interdites bancaires

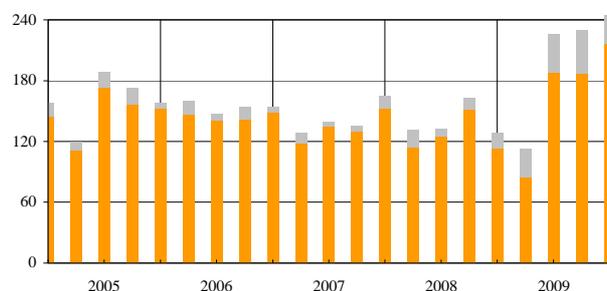
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Dossiers de surendettement déclarés recevables

■ dossiers 'classiques' ■ Procédure de rétablissement personnel



*Données du second trimestre 2009 arrêtées au 16 juillet 2009

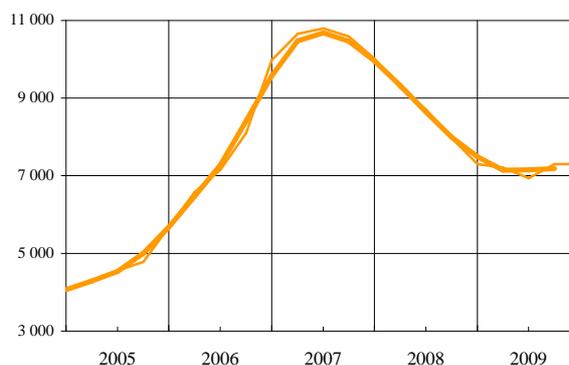
Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Dossiers déposés à la Commission de surendettement



Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Retraits de cartes bancaires (Nombre)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

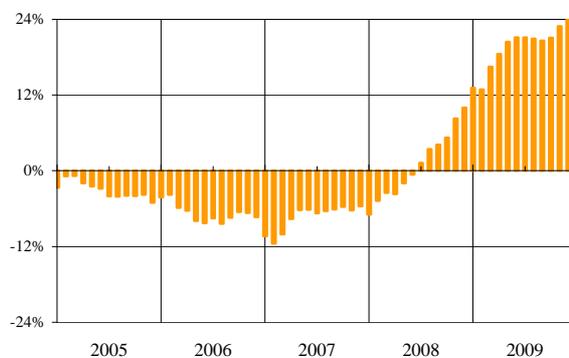
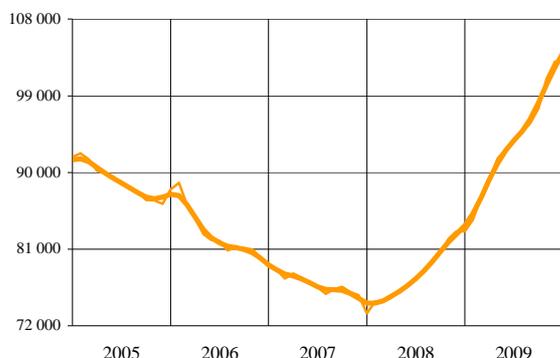
Source : Iedom à fin	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
Personnes physiques interdites bancaires	21 174	20 646	20 370	21 342	22 039	22 208	22 122	22 280	0,7%	4,4%
Stock Incidents de paiement Chèques	171 487	174 129	175 513	183 195	185 343	187 270	188 352	188 969	0,3%	3,2%
Nombre de comptes	28 315	31 613	31 207	29 544	30 225	30 167	30 440	30 491	0,2%	3,2%
Retrait cartes bancaires	5 682	9 976	10 010	7 293	7 203	6 935	7 297	7 300	0,0%	0,1%

Emplois

Demandedeurs d'emploi en fin de mois

(catégorie A hors activité réduite)

Variations mensuelles en glissement annuel

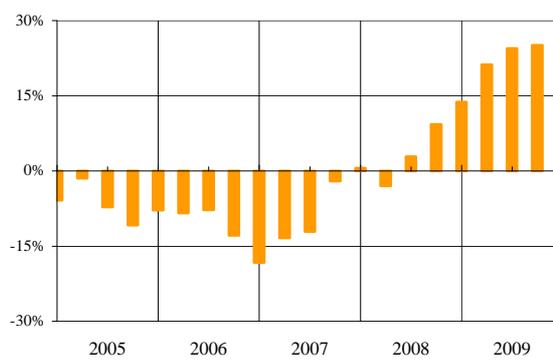
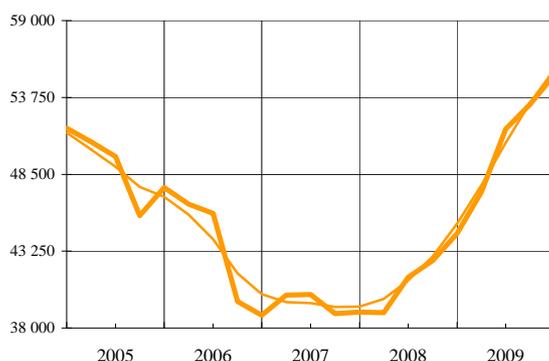


Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

Nombre d'allocataires de l'Assedic

Allocataires enregistrés en fin de mois

Variations mensuelles en glissement annuel



Source : ASSEDIC (données trimestrielles - CVS)

Le revenu minimum d'insertion

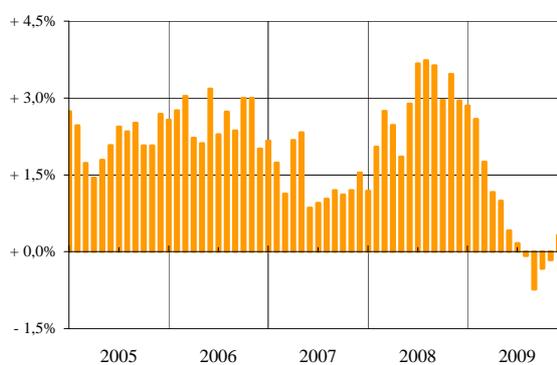
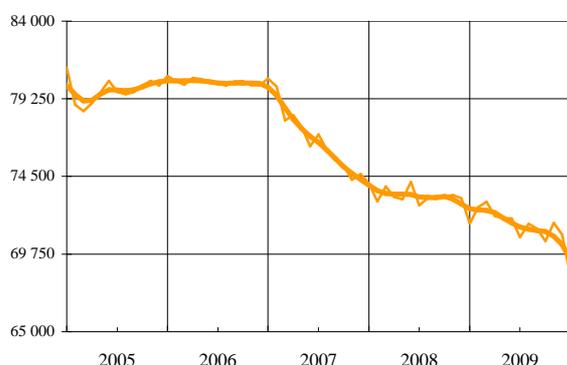
Nombre d'allocataires du RMI+RSO

Données mensuelles

Les prix

Indice des prix à la consommation

Variations mensuelles en glissement annuel

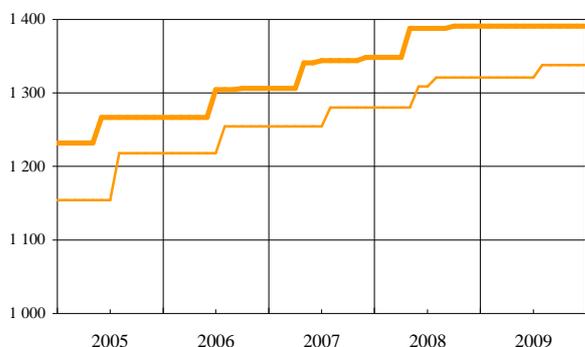


Données recalculées pour les mois d'avril et mai 2009 suite aux grèves
Source : CAF (données mensuelles - CVS)

Source : INSEE (données mensuelles)

Les salaires

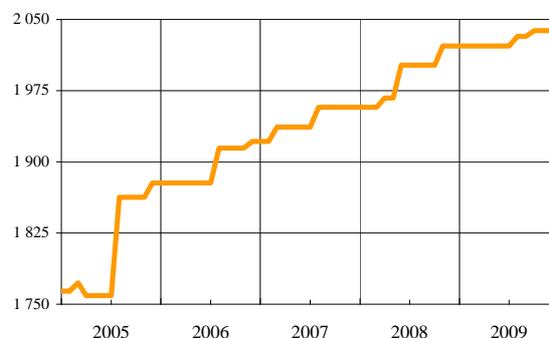
Smic et salaires du BTP¹
(en euros)



— Salaires du BTP (ouvrier d'exécution 1er échelon) — Smic

Source : INSEE - FRBTP (données mensuelles)

Traitements mensuels bruts du minimum de la
fonction publique² - (en euros)



Source : Trésorerie générale (données mensuelles)

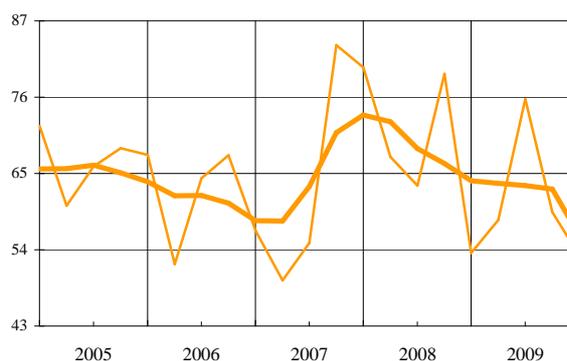
Le commerce extérieur

Importations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Exportations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

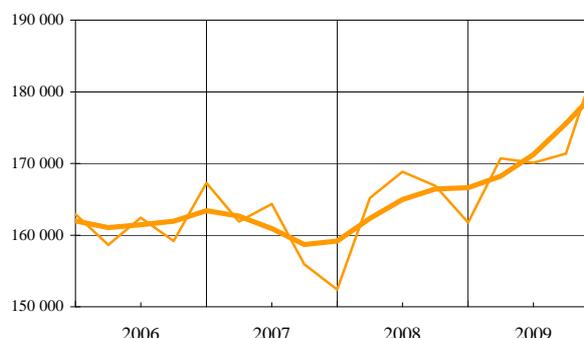
L'énergie

Production électrique
(en millions de kWh)



Source : EDF (données annuelles)

Produits pétroliers mis à la consommation
(en tonnes métriques)



Source : SRPP (données mensuelles - CVS)

¹ Base de 151,67heures travaillées par mois
² Indice minimum au 1/07/08 = 290

Sélection d'indicateurs économiques

Remarque préliminaire : la légende des tableaux se lit comme suit,
 Déc09/déc08 représente la variation de l'indicateur entre le mois de déc. 2009 et le mois de déc. 2008.
 4T09/4T08 représente la variation de l'indicateur du 4^{ème} trimestre 2009 par rapport au 4^{ème} trimestre 2008.
 Σ09/Σ08 représente la variation de l'indicateur cumulé sur l'année 2009 par rapport à la période équivalente de l'année 2008.

Repères structurels

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Mayotte	Saint-Martin	Saint-Barth.	St-Pierre Miqu.	Métropole
Population (en milliers) <i>Source : INSEE Estimation 1er janvier 2007 et Recensement INSEE 2007</i>	451	209	401	802 (6)	186	29 (1)	7 (1)	6	63 185
Proportion population – 20 ans <i>Source : INSEE Estimation 1er janvier 2006 et Recensement INSEE 2006</i>	31,6 %	45,2 %	29,3 %	34,9 % (7)	53,0 % (2)	35,9 % (1)	21,5 % (1)	25,0 %	25,1 %
Population active (en milliers) <i>Source : enquête emploi INSEE 2007</i>	167	62	163	324 (6)	45 (3)	14 (1)	4 (1)	3 (4)	27 450
Taux de chômage <i>Source : INSEE enquête emploi 2007</i>	22,7 %	20,6 %	21,2 %	27,2 % (6)	25,6 % (3)	26,5 % (1)	4,3 % (1)	10 % (4)	8,1 %
Superficie (en km ²) <i>Source : INSEE</i>	1 702	84 000	1 100	2 520	374	90	21	242	544 000
PIB régional par habitant <i>Source : INSEE 2007</i>	16 584 €	13 800	19 050	18 329 (6)	3 960 (5)	14 500 (5)	26 000 (5)	26 073 (5)	28 228 (France)

(1) Source : INSEE recensement 1999

(2) Source : INSEE Mayotte Recensement 2002

(3) Source : DTEFP, estimation au 1^{er} janvier 2006

(4) Source : INSEE recensement 2006 (pour le taux de chômage : part des chômeurs déclarés dans la population active)

(5) Source : CEROM (Mayotte : 2001 / Saint-Martin et Saint-Barthélemy : 1999 / SPM : 2004)

Indicateurs d'emplois et de revenus

<i>Source : DTEFP</i> à fin	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés en catégorie A	86 417	77 488	72 133	81 608	89 856	92 980	98 364	101 182	2,9%	24,0%

OFFRES D'EMPLOI <i>(Source : DTEFP)</i>	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Offres d'emplois enregistrées au cours du trimestre en catégorie 1	10 943	10 100	11 425	11 888	9 483	10 227	12 626	10 605	42 941	-10,8%	-1,8%

TRANSFERTS SOCIAUX	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
Nombre total d'allocataires du RMI+RSO <i>Source : Cag</i>	80 218	80 062	73 666	71 262	72 238	71 141	71 005	68 020	-4,2%	-4,5%
Nombre de chômeurs indemnisés	47 202	38 562	38 774	44 100	48 679	50 643	53 154	54 870	3,2%	24,4%

SALAIRES	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
Montant brut horaire du SMIC <i>(Source: JORF)</i>	8,03	8,27	8,44	8,71	8,71	8,71	8,82	8,82	0,0%	1,3%
Minimum mensuel net garanti dans la fonction publique (indice majoré 280) <i>Source : Trésorerie Générale</i>	1617,5	1655,2	1 686,3	1 741,8	1 741,8	1 741,8	1 755,8	1 755,8	0,0%	0,8%

Sélection d'indicateurs économiques

PRIX (Source : Insee)	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	déc09/ sept09	déc09/ déc08
Indice mensuel des prix à la consommation Base 100 : Année 1998	115,4	117,9	119,3	122,7	121,8	121,7	121,3	123,0	1,4%	0,3%

ECHANGES (millions d'€) Source : Douanes	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Importations	1 039	1 024	1 188	1 171	902	1 183	971	1 017	4 072	-13,2%	-9,8%
Exportations	83	70	98	66	59	65	54	65	243	-0,8%	-6,5%
Taux de couverture	8,0%	6,8%	8,3%	5,6%	6,6%	5,5%	6,4%	6,4%	6,0%	+ 0,8 pt	+ 0,2 pt

CONSOMMATION ENERGETIQUE Source : EDF en millions KWH	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Energie livrée au réseau	626 291	636 872	667 020	673 444	628 942	629 104	686 550	2 618 040	2,9%	2,8%
Consommation d'énergie en basse tension	341 208	354 741	373 988	397 441	385 821	370 383	374 272	1 527 917	0,1%	3,9%
Consommation d'énergie en moyenne et haute tension	224 352	223 563	235 251	211 807	197 711	212 001	238 247	859 766	1,3%	1,5%

HYDROCARBURES (en tonnes métriques) (Source : SRPP)	4T 2005	4T 2006	4T 2007	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Consommation	171 030	175 597	159 966	169 807	163 592	164 371	175 777	194 379	698 119	14,5%	5,4%

Liste des publications

A. Publications périodiques

Prix €

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	
envoi par internet	Gratuit
envoi papier	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture	
fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel	
fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

B. Les études sectorielles

Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 (Industrie – BTP – Commerce)	8,00
--	------

C. Les notes expresses

N° 62 et 63 – Notes réalisées par Saint-Pierre-et-Miquelon et Saint-Denis de la Réunion sur l'habitat: analyse des décalages entre l'offre et la demande de logement	Gratuit
N° 61 – Réduction de la commande publique : jusqu'à 2 points de croissance en moins en 2009 ? (juin 2009)	
N° 60 – Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque (avril 2009)	
N° 58 – La gestion des déchets à la Martinique (avril 2009)	
N° 53, 54, 55, 56, 57 et 59 Synthèse de la conjoncture en 2008 des agences de Mayotte, de La Réunion, de Guyane, de la Guadeloupe, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Martinique (mars 2009)	
N° 52 – La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008)	
N° 51 – Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008)	
N° 50 – La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)	
N° 49 – Le tourisme à la Réunion (janvier 2008)	
N° 48 – Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)	
N° 47 – Les coopératives agricoles de Guyane (novembre 2007)	
N° 46 – Déan à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)	
N° 45 – Le transport de marchandises en Guyane (octobre 2007)	
N° 44 – Les transports à Mayotte (octobre 2007)	

D. Les Notes de l'Institut d'émission

Parution	Intitulé	
07/2009	Le développement économique de Singapour et de l'Ile Maurice	8,00
12/2008	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007	
09/2008	La gestion des déchets ménagers dans les DCOM	
12/2007	Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en OM ?	
12/2007	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006	
12/2007	Croissance de la masse monétaire et inflation en Polynésie française	
12/2007	Le secteur des transports dans les DCOM	
12/2007	Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional	

Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@iedom-reunion.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.

- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique

- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, RUE DE LA COMPAGNIE
- 97400 SAINT-DENIS
REUNION
agence@iedom-reunion.fr

- Dépôt légal : n° 141 – 4^{ème} trimestre 2009 -

Directeur de la publication : **Y. BARROUX**
Responsable de la rédaction : **A. BELLAMY-BROWN**
Editeur et imprimeur : **IEDOM**
Achévé d'imprimer à Saint-Denis le 26 février 2010